

Exclusivement destiné aux investisseurs professionnels

DÉFI ACCEPTÉ

Notre engagement en faveur
d'un actionnariat actif

AVRIL 2022

Expertise en investissement durable par
ROBECOSAM

ROBECO
The Investment Engineers

SOMMAIRE

Quatre investisseurs sur cinq considèrent que le dialogue actionnarial est important 4

Engagement à l'échelle mondiale 6

L'engagement des investisseurs et enel : une grande réussite 7

Plastique à usage unique : pas si fantastique 16

Désinvestir ou ne pas désinvestir, là n'est pas la question 17

Ce que soulignent nos publicités 23

Une perspective extérieure 27

Améliorer la durabilité dans les chaînes d'approvisionnement de la viande et du poisson 30

Passer des paroles aux actes 31

Salaires décents dans l'industrie du vêtement 32

La protection de la planète, un engagement prioritaire en 2022 33

18 années de réussite grâce à l'actionnariat actif 35



« **L'engagement,**
le climat et
la biodiversité
seront au cœur
des processus
d'investissement
jusqu'à notre
retraite et bien
plus tard
encore »

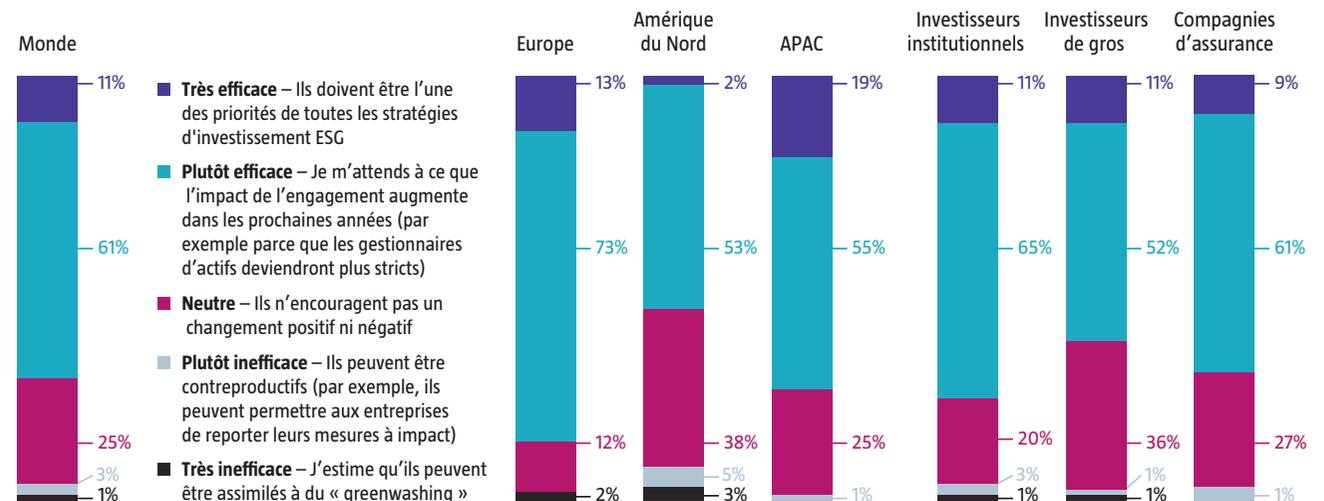
Victor Verberk
CIO Fixed Income & Sustainability

QUATRE INVESTISSEURS SUR CINQ CONSIDÈRENT QUE LE DIALOGUE ACTIONNARIAL EST IMPORTANT

La deuxième enquête mondiale annuelle sur le climat de Robeco, réalisée par CoreData Research en janvier 2022, a révélé que quelque 80 % des investisseurs affirment que le dialogue actionnarial sera un facteur important dans leur politique d'investissement dans les deux prochaines années.

L'enquête a également montré que 61 % des investisseurs estiment que le dialogue actionnarial est « assez efficace » pour favoriser le changement et les progrès en matière de politiques ESG dans les entreprises investies et qu'ils s'attendent à ce que son impact augmente à l'avenir. Quelque 11 % l'estiment « très efficace », tandis que 25 % restent neutres. →

Comment les investisseurs considèrent l'engagement



Il se peut que le total ne fasse pas 100 % à cause des arrondis. Source : Robeco, CoreData

Les trois quarts des investisseurs affirment que l'objectif de zéro émission nette deviendra le principal thème d'engagement au cours des deux ou trois prochaines années dans le cadre de la volonté d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

L'actionnariat actif est en outre l'approche privilégiée pour s'attaquer aux secteurs litigieux tels que le pétrole et le gaz, où le vote et le dialogue actionnarial se sont avérés particulièrement efficaces pour obtenir des engagements de décarbonation. Quelque 28 % des investisseurs affirment qu'ils emploieront l'actionnariat actif auprès des sociétés pétrolières et gazières dans les deux prochaines années.

LES POINTS DE VUE DE 300 INVESTISSEURS

Les résultats sont présentés dans l'enquête Robeco Climate Survey 2022, qui a recueilli à travers le monde les points de vue de 300 investisseurs sur leurs approches en matière de décarbonation, de réchauffement climatique, de biodiversité et d'engagement. Il s'agit de la deuxième enquête de ce type après le succès rencontré par celle de 2021.

Les recherches ont été effectuées par le biais d'une vaste enquête mondiale en ligne réalisée par CoreData Research en janvier 2022. Collectivement, les investisseurs interrogés ont des actifs sous gestion de 23 700 milliards de dollars, allant de moins d'un milliard de dollars pour les plus petits à plus d'un 1 000 milliards de dollars pour les plus grands.

Les répondants ont été interrogés sur leur attitude à l'égard de l'actionnariat actif et du dialogue actionnarial, qui ne sont pas pratiqués par tous. Robeco dispose d'une équipe Actionnariat actif et dialogue actionnarial depuis 2005 et engage un dialogue ou vote parfois au nom d'autres investisseurs.

Voici quelques-uns des autres constats clés de l'enquête :

- L'actionnariat actif et le dialogue actionnarial constituent désormais un élément clé des politiques d'investissement pour près de 73 % des investisseurs, tandis que 80 % d'entre eux affirment que leur importance augmentera au cours des deux prochaines années.
- 73 % des investisseurs européens et 61 % des investisseurs mondiaux affirment que les stratégies d'engagement sont un outil assez efficace pour favoriser le changement et les progrès en matière de politiques ESG dans les entreprises investies.
- 60 % des investisseurs affirment avoir un niveau de connaissance et de compréhension très bon ou raisonnable de l'engagement auprès d'entreprises pour favoriser un changement en matière d'émissions de carbone.
- 66 % des investisseurs affirment être prêts à utiliser l'actionnariat actif et le dialogue actionnarial pour s'assurer que les normes de gouvernance sont conformes aux bonnes pratiques.
- Alors que les investisseurs souhaitent généralement disposer de meilleures données sur les questions ESG, les données sur la gouvernance d'entreprise ne sont actuellement utilisées que par un peu plus de la moitié des investisseurs. Le manque de données est régulièrement cité comme l'un des principaux obstacles à la durabilité. ●

ENGAGEMENT À L'ÉCHELLE MONDIALE

Cette page ne présente que quelques-unes des activités d'engagement de Robeco.

En 2021, nous avons engagé 270 dialogues et mené 942 activités d'engagement¹ sur six continents et sur un large éventail d'entreprises et de thèmes.

1. Source : Rapport d'actionariat actif T4 2021

Visa – États-Unis

Cybersécurité

2018-2021 | Conclu avec succès

Visa a obtenu de bons résultats pour la plupart des objectifs d'engagement. Une approche exemplaire en matière de gouvernance et de supervision relative à la cybersécurité est incarnée par le Comité d'audit et des risques qui supervise les risques liés à la cybersécurité et par l'importante expérience technologique du conseil d'administration. Visa s'est engagée sur la façon dont la cybersécurité est incluse dans les critères de rémunération des dirigeants. L'entreprise organise également des évaluations par des tiers sur la qualité de son programme.

Royal Mail plc – Royaume-Uni

Bonne gouvernance

2018-2021 | Conclu avec succès

Chez Royal Mail, les augmentations de salaire en 2018 ont d'abord déclenché une révolte des actionnaires. Mais cela a ensuite conduit à un processus de consultation au cours duquel les paramètres financiers ont été mieux axés sur la stratégie actuelle, et les dispositions relatives au régime de retraite ont été mieux alignées sur celles de la main-d'œuvre. Simultanément, le nombre d'indicateurs clés de performance relatifs à la durabilité a été réduit afin de mieux se concentrer sur les aspects ESG les plus pertinents.

BMW – Allemagne

Les défis ESG dans l'industrie automobile

2017-2020 | Conclu avec succès

Les voitures particulières sont directement responsables d'environ 7 % des émissions mondiales de CO₂ et représentent 45 % de la demande de pétrole. Au cours de notre engagement, BMW a fait preuve d'un faible taux annuel de rappels et de défauts de sécurité, et a incorporé des objectifs interfonctionnels et intégré des mesures de qualité des produits dans des mesures d'incitation du personnel. L'entreprise s'est engagée à respecter les normes d'émissions de la flotte de l'UE pour 2020, mais elle peut encore faire des progrès en s'engageant à atteindre des objectifs de neutralité carbone.

Ebara – Japan

Normes de gouvernance d'entreprise en Asie

2018-2021 | Conclu avec succès

L'équipe de direction de la société a fait l'objet de controverse, mais ses activités ont continué d'enregistrer de bons résultats. Ses performances étaient inférieures à celles de ses concurrents mondiaux au moment d'entamer le dialogue. La société a accepté nos recommandations consistant à prendre des décisions plus rationnelles sur le plan économique. Son taux de distribution de dividendes a progressé de 14 % à 77,9 % (en 2020) en ligne avec ses concurrents mondiaux. Nous poursuivons notre engagement avec la société sur un nouveau thème.

Alphabet – États-Unis

Impact social de l'intelligence artificielle

2019-2022 | Progrès neutre

Robeco a codirigé l'établissement d'une proposition actionnariale lors de l'AGA du groupe Alphabet demandant la création d'un comité de Supervision du risque propre aux droits de l'homme. Quelques 16 % des actionnaires ont voté en faveur de notre résolution. Alphabet a annoncé une mise à jour de la Charte de son Comité d'audit qui comporte désormais l'examen des principales expositions aux risques liés au développement durable et aux droits civils et humains. Cette nouveauté est en accord avec notre demande de formalisation de la supervision du conseil. Nous poursuivons notre engagement.

Adidas – Allemagne Salaires assurant des conditions d'existence convenables dans le secteur de l'habillement

2018-2021 | Conclu avec succès

Adidas a intégré les salaires assurant des conditions d'existence convenables dans ses pratiques d'achat. Les usines représentant 85 % du volume d'approvisionnement de la société disposent de syndicats et 56 % d'entre elles disposent de conventions collectives. Son canal de dépôt de plaintes en cas de violation des droits de l'homme, accessible aux parties prenantes tout au long de la chaîne d'approvisionnement, divulgue publiquement l'état des plaintes, en indiquant la région et les types d'organisations qui les ont publiées.

Enel – Italie

Neutralité carbone

2021-2023 | Progrès accomplis

L'engagement avec Enel s'est concentré sur la fixation d'objectifs à long terme pour ses émissions de Scope 3 provenant de la vente de gaz naturel aux clients (23 % des émissions totales), et sur une stratégie de décarbonation pour ses activités de production de gaz naturel. Enel s'est engagée à se décarboner entièrement d'ici 2040, avançant d'une décennie son précédent objectif de neutralité carbone. Pour atteindre cet objectif, Enel s'est engagée à produire et à vendre de l'énergie provenant exclusivement de sources renouvelables.

Deere & Co. – États-Unis

Sécurité alimentaire

2018-2021 | Conclu avec succès

Une part importante des 1,4 milliard d'habitants de l'Inde est sous-alimentée. Robeco a engagé le dialogue avec Deere & Co. pour donner la priorité à la R&D dans l'innovation des tracteurs afin d'améliorer la productivité agricole dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Deere & Co. a réussi à adapter ses tracteurs conventionnels pour répondre aux besoins des petits exploitants agricoles. Notre objectif d'engagement axé sur la gestion de l'innovation a été atteint, l'entreprise ayant fait preuve d'efforts pour soutenir la productivité et les revenus des agriculteurs dans les régions souffrant d'insécurité alimentaire.

COMMENT UN DIALOGUE CONSTRUCTIF SOUTIENT DES STRATÉGIES CLIMATIQUES DE PLUS EN PLUS AMBITIEUSES

L'ENGAGEMENT DES INVESTISSEURS ET ENEL : UNE GRANDE RÉUSSITE

Les services aux collectivités sont sur le front des offensives visant à réduire la dépendance du monde aux combustibles fossiles. Depuis des dizaines d'années, ce secteur brûle du charbon, du gaz et du pétrole pour répondre aux besoins croissants de la société en électricité. Mais il peut aussi jouer un rôle dans la solution au problème, comme en témoigne le cas d'Enel.

POINTS CLÉS

- Le dialogue actionnarial a permis d'accélérer le programme de décarbonation d'Enel
- Première entreprise de services aux collectivités à s'engager à ne plus utiliser de gaz pour la production d'électricité d'ici 2040
- Enel cible les émissions de Scope 3 et entend mettre fin à toutes les ventes de gaz



Depuis plus de six ans, Robeco entretient un dialogue actif avec cette multinationale productrice d'électricité basée en Italie, qui est la plus grande entreprise de services aux collectivités d'Europe, afin de l'encourager à abandonner plus rapidement les combustibles fossiles. Ce dialogue a provoqué des changements spectaculaires : Enel a notamment pris l'engagement d'éliminer progressivement le charbon et de réduire les émissions de Scope 3, et a nommé un expert en énergie éolienne à son conseil d'administration.

Aujourd'hui, cette entreprise envisage de devenir l'une des premières au monde à s'approvisionner entièrement en énergie à partir de sources renouvelables. Elle pourrait ainsi, tout en poursuivant clairement un objectif de zéro émission directe nette d'ici 2040, atteindre l'objectif zéro absolu tous scopes confondus.

Comment en est-elle arrivée là ? De nombreux prestataires de services aux collectivités sont très réticents au changement, invoquant la nécessité de sécuriser l'approvisionnement en électricité et le manque de fiabilité des énergies renouvelables, sur lesquelles on ne peut pas compter en l'absence de vent ou de soleil. Carola van Lamoen, responsable de l'investissement durable et fondatrice du dialogue actionnarial chez Robeco en 2005, nous retrace ce beau succès.

2015 La transition s'impose

« Nous avons commencé à nous intéresser aux services aux collectivités en 2015, lorsque nous avons constaté qu'une transition vers un avenir moins carboné s'imposait et que le secteur des services aux collectivités allait être le plus impacté à court terme », se souvient-elle.

« À l'époque, nous nous intéressions surtout aux entreprises européennes pour voir comment nous pouvions les aider à abandonner progressivement le charbon. Enel était un candidat évident pour le dialogue actionnarial, non seulement parce qu'il s'agit de la plus grande entreprise de services aux collectivités en Europe, mais aussi parce qu'elle était fortement exposée au charbon à l'époque. »

L'équipe Actionnariat actif a commencé à effectuer des recherches pour savoir exactement où en était Enel avec ses propres programmes de décarbonation. La plupart des engagements dans ce domaine ne sont pas pris du jour au lendemain : en général, une entreprise a déjà adopté une certaine politique visant à gagner en durabilité. Les avis des investisseurs permettent alors de mettre en évidence les domaines d'intervention prioritaire.

Construire sur les bases existantes

Enel avait déjà vu dans quelle direction le vent soufflait : l'abandon progressif du charbon au profit de l'éolien et d'autres énergies propres. En 2015, les centrales à charbon représentaient environ 20 % des capacités totales de production installées d'Enel. Cette part est désormais réduite de plus de la moitié (à moins de 8 % en décembre 2021), et l'entreprise s'est engagée, notamment sous l'effet du dialogue actionnarial, à éliminer totalement le charbon d'ici 2027.

« Enel a peut-être été l'une des premières entreprises à prendre conscience de la révolution qui était en train de toucher le secteur », fait observer Carola van Lamoen. « Elle possédait déjà certaines bases. Dès 2015, ils s'étaient engagés à atteindre la neutralité carbone et ils s'étaient fixé un objectif basé sur des données scientifiques de réduction des émissions d'ici 2020. ↓



« Enel a probablement été l'une des premières entreprises à connaître la mutation systémique observée dans le secteur »

Carola van Lamoen
Responsable de l'investissement durable
au sein de Robeco

Ils s'étaient également engagés à ne pas construire de nouvelles centrales à charbon et ils avaient commencé à fermer certaines d'entre elles. Il restait des choses à régler, mais ils avaient déjà compris dans quelle direction se diriger, et cela a été très utile.

Ce qui leur manquait, c'était une stratégie climatique rendue publique qui leur permette de concrétiser leur ambition d'atteindre l'objectif zéro émission nette. Une grande partie de notre rôle a consisté à leur expliquer quelles étaient nos priorités en tant qu'investisseur et à leur décrire nos attentes, tout en essayant constamment de les aider à franchir étape après étape. »

2016 L'énergie verte se généralise

Les résultats ne se sont pas fait attendre, car Enel a rapidement montré qu'elle prenait les énergies renouvelables au sérieux. On dit

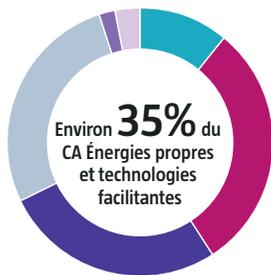
qu'un véritable investissement durable n'est possible que s'il vient du sommet de la hiérarchie. Or, Enel avait justement l'homme qu'il fallait à la barre.

Francesco Starace a été directeur général d'Enel Green Power de 2008 à 2014. C'est lui qui a réussi en 2010 l'introduction en bourse de la société à Milan et à Madrid au terme d'une opération très médiatisée d'un montant de 8 milliards d'euros. En 2014, il a été nommé directeur général de l'ensemble du groupe Enel et il a fait des énergies renouvelables le pivot de la stratégie. En 2016, la société Enel Green Power a été retirée de la cote et entièrement réintégrée dans le groupe.

« Ainsi, le fait que le directeur général du pôle des énergies renouvelables soit devenu le directeur général du groupe a vraiment donné le ton », explique Carola van Lamoen. « Il a joué un rôle ➔

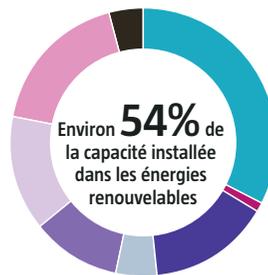
Enel en quelques chiffres

Chiffre d'affaires par segment



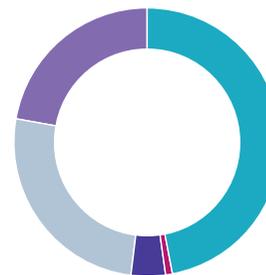
Électricité verte	11%
Production d'énergie thermique et trading	30%
Infrastructures & réseaux	27%
Marchés des utilisateurs finaux	27%
Enel X	2%
Autres services	3%

Capacité installée par source



Énergie hydroélectrique	33%
Énergie géothermique	1%
Énergie éolienne	15%
Énergie solaire	5%
Centrales au charbon	11%
Fioul et moteur turbo à essence	14%
Cycle combiné	18%
Nucléaire	4%

Répartition des émissions



Scope 1 (émissions directes de GES)	47%
Scope 2 (achat d'électricité)	1%
Scope 2 (pertes au niveau du réseau de distribution)	4%
Scope 3 (vente d'électricité)	26%
Scope 3 (vente de gaz)	22%

Les chiffres font référence aux activités éligibles selon les recommandations du Groupe d'experts techniques (TEG) de l'UE. Source : Enel, Robeco.



EXPLIQUÉ EN 150 MOTS

Un **stewardship code** est un ensemble de principes qui exige des investisseurs institutionnels qu'ils soient transparents dans leurs processus d'investissement, qu'ils dialoguent avec les entreprises dans lesquelles ils investissent et qu'ils votent aux assemblées générales des actionnaires. Le premier code a été lancé au Royaume-Uni en 2010 afin d'améliorer la qualité de l'engagement entre les gérants d'actifs et les entreprises, et ainsi contribuer à améliorer les performances ajustées du risque à long terme. En 2014, le Japon a été le premier pays d'Asie à instaurer un Stewardship Code. En 2020, l'International Corporate Governance Network a quant à lui lancé un Global Stewardship Code qui a depuis été adopté par de nombreux pays et investisseurs.

Bien que ces codes ne soient pas obligatoires, ils sont de plus en plus considérés comme une condition indispensable au maintien d'une activité. Au Japon, le GPIF (premier fonds de pension du pays) exige par exemple que ses gérants d'actifs signent le Stewardship Code japonais. Robeco estime qu'une approche active de la gestion d'actifs est un élément important de son approche de l'investissement durable et a mis en place plusieurs politiques solides pour assumer ses responsabilités à cet égard.

déterminant dans la transition et il en est toujours la locomotive aujourd'hui.

Quand la direction possède ce genre de convictions, notre dialogue actionnarial est grandement facilité parce que l'entreprise est ouverte à la discussion de ces sujets. »

Abandon progressif du charbon

Une fois l'engagement en faveur des énergies renouvelables fermement établi, l'attention s'est portée à nouveau sur la dépendance d'Enel aux combustibles fossiles. Ses capacités de production installées reposent en grande partie sur des anciennes centrales thermiques, dont des turbines à gaz à cycle combiné (TGCC) et des installations pétrolières et gazières, ainsi que quelques centrales à charbon restantes.

« Au cours des premières années de dialogue actionnarial, la principale tâche que nous voulions les voir entreprendre était la mise en place d'un programme d'abandon progressif du charbon », raconte Carola van Lamoen. Nous avons exprimé notre désaccord à l'égard de certains de leurs investissements, car ils servaient encore à financer la modernisation de centrales à combustibles fossiles dont la durée de vie risquait d'être écourtée.

Le problème, c'est qu'ils ne pouvaient pas tout simplement fermer leurs centrales électriques : ils avaient besoin d'une approbation des autorités afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique. Donc, au départ, l'entreprise était assez réticente à l'idée de communiquer quoi que ce soit, jusqu'à ce que les autorités de régulation leur aient donné une idée plus précise de ce qu'ils pouvaient et ne pouvaient pas faire.

Ils ont commencé par fermer progressivement les centrales à charbon les moins efficaces et ils ont été invités à en convertir d'autres au gaz naturel afin de maintenir un approvisionnement énergétique suffisant. Ces dernières années, ils se sont engagés à fermer leurs centrales à charbon d'ici à 2030, puis ils ont avancé la date à 2027, le tout avec la bénédiction des autorités de régulation. » ↓

Production d'électricité verte et conventionnelle par Enel – Capacité installée et production au niveau du groupe

Capacité installée (MW)

Groupe	2021	Poids en %	2020	Poids en %	Glissement annuel	Production trimestrielle
Énergie hydroélectrique	27.847	32	27.820	33,1	0,1	33
Énergie éolienne	14.903	17,1	12.412	14,8	20,1	2.596
Énergie solaire et autres	6.401	7,4	3.903	4,6	64	2.514
Énergie géothermique	915	1,1	882	1,1	3,7	33
Total des énergies renouvelables	50.066	57,5	45.016	53,6	11,2	5.176
Énergie nucléaire	3.328	3,8	3.328	4	0	-
Charbon	6.910	7,9	8.903	10,6	-22,4	1
Centrales à gaz à cycle combiné	15.039	17,3	15.009	17,9	0,2	32
Pétrole et gaz	11.715	13,5	11.711	13,9	0	5
Total de la production conventionnelle	36.992	42,5	38.951	46,4	-5	38
Total de la capacité consolidée	87.058	100	83.967	100	3,7	5.214
Capacité gérée	3.322	-	3.600	-	-7,7	-
Capacité totale	90.380	-	87.567	-	3,2	-

Production (GWh)

Groupe	2021	Poids en %	2020	Poids en %	Glissement annuel	Production trimestrielle
Énergie hydroélectrique	57.001	25,6	62.437	30,1	-8,7	13.576
Énergie éolienne	37.791	17	30.992	15	21,9	10.687
Énergie solaire et autres	7.940	3,6	5.803	2,8	36,8	2.157
Énergie géothermique	6.086	2,7	6.127	3	-0,7	1.544
Total des énergies renouvelables	108.817	48,9	105.360	50,9	3,3	27.964
Énergie nucléaire	25.504	11,5	25.839	12,5	-1,3	5.609
Charbon	13.858	6,2	13.155	6,4	5,3	4.605
Centrales à gaz à cycle combiné	51.718	23,2	43.353	20,9	19,3	14.242
Pétrole et gaz	22.709	10,2	19.401	9,4	17,1	5.963
Total de la production conventionnelle	113.789	51,1	101.749	49,1	11,8	30.419
Total de la production consolidée	222.605	100	207.108	100	7,5	58.383
Production gérée	9.632	-	9.894	-	-2,6	-
Production totale	232.237	-	217.002	-	7	-

Capacité installée et production d'électricité d'Enel au 31 décembre 2021 : environ 40 % de sa production consolidée provient encore des combustibles fossiles, principalement des turbines à gaz à cycle combiné (TGCC). Source : Enel.

Le dialogue se formalise

Après quelques années durant lesquelles les bases ont été jetées, le membre de l'équipe Actionariat actif qui s'occupait des services aux collectivités a quitté Robeco et il a fallu désigner quelqu'un pour le remplacer. Le choix s'est porté sur une spécialiste des parcours de transition qui recherchait une nouvelle mission, Cristina Cedillo Torres, qui avait rejoint Robeco trois ans plus tôt, en 2014.

Comme elle l'explique, le dialogue actionnarial commence généralement de manière informelle par des discussions avec le personnel chargé de la durabilité et des relations avec les investisseurs de l'entreprise, qui était déjà en place. Le dialogue prend ensuite la forme d'entretiens plus formels avec la direction générale afin d'obtenir des engagements irrévocables. C'est ainsi que le groupe a opéré un changement de cap qui s'est avéré fructueux au cours des quatre années suivantes.

« Au début, le dialogue actionnarial consistait surtout à téléphoner aux membres de l'équipe chargée des relations avec les investisseurs d'Enel afin de comprendre leur façon de penser et de leur présenter des idées sur ce que nous voulions faire en tant qu'actionnaire », explique Cristina Cedillo Torres.

« Une fois que nous avons établi une relation avec le groupe et que nous avons commencé à mieux le connaître, nous avons commencé à lui envoyer des lettres contenant des demandes plus formelles. Nous avons, et avons toujours, une communication très ouverte avec l'équipe chargée des relations avec les investisseurs, ce qui nous a été très, très utile pour avoir accès à la direction.

J'ai également eu beaucoup d'interactions plus informelles avec le personnel chargé des relations avec les investisseurs au cours de ces dernières années. »

2018 Une nouvelle collaboration avec le lancement de l'initiative Climate Action 100+

Un nouveau chapitre s'est ouvert en 2018 avec le lancement de Climate Action 100+, un groupement d'investisseurs visant à engager un dialogue actif avec les plus gros émetteurs de carbone du monde. Naturellement, la plupart de ces plus gros émetteurs sont des entreprises impliquées dans le secteur de l'énergie, notamment les services aux collectivités.

« Quand l'initiative Climate Action 100+ a été lancée, on nous a demandé si nous voulions diriger le dialogue actionnarial de la coalition, étant donné que nous avions déjà approché Enel et d'autres entreprises du secteur », se souvient Carola van Lamoen. « C'est ainsi que nous sommes devenus l'investisseur principal chargé de mener ce dialogue actionnarial collaboratif.

Enel a toujours été très ouverte aux échanges, mais le fait d'avoir le soutien de ces investisseurs a renforcé davantage encore notre dialogue actionnarial. Agir en tant que groupement d'investisseurs a permis d'amplifier notre message et de le porter jusqu'au conseil d'administration.

Quand on engage un dialogue actionnarial dans le cadre de l'initiative, tous les investisseurs signataires poursuivent un ensemble d'objectifs communs à toutes les entreprises. Le fait de communiquer un ensemble concret d'attentes à toutes les entreprises a été un facteur de réussite important pour l'initiative. »

NOVEMBRE 2019 Face à face !

Mais après presque quatre ans de dialogue actionnarial, désormais dans le cadre d'un groupement international d'investisseurs de grande envergure, il manquait encore le contact personnel. En fait, personne de l'équipe Actionariat actif de Robeco n'avait rencontré quelqu'un d'Enel en personne. Cette page a été tournée en 2019, quand les deux parties se sont rendu compte qu'elles participaient à la même conférence avec les Principes pour l'investissement responsable (PRI). ↓



« Les interactions plus informelles entre moi-même et les équipes de relations avec les investisseurs ont été nombreuses au cours de ces dernières années »

Cristina Cedillo Torres
Spécialiste de l'engagement

« C'est en novembre 2019 que j'ai rencontré pour la première fois le directeur financier en personne », raconte Cristina Cedillo Torres. « Nous nous sommes vus à Paris parce que nous participions tous les deux en présentiel à la conférence PRI. Quel plaisir de les rencontrer en face à face après avoir dialogué aussi souvent par e-mail ou par téléphone !

La rencontre a été très fructueuse, car le mois suivant, le directeur financier s'est rendu dans les bureaux de Robeco à Rotterdam et a présenté sa nouvelle stratégie. Plusieurs collègues des équipes d'investissement ici ont pu le rencontrer personnellement. Mais ensuite, avec le confinement, il n'a plus été possible de rencontrer qui que ce soit en face à face. »

MAI 2020 Élection d'un administrateur

La pandémie n'a toutefois pas été un obstacle à la poursuite du dialogue actionnarial, puisqu'en mai 2020, une autre étape essentielle a été franchie : Robeco a réussi à faire élire un expert en énergies renouvelables en qualité d'administrateur indépendant au sein du conseil d'administration d'Enel. Il s'agit de Samuel Leupold, ancien directeur général d'Ørsted Wind Power (jusqu'en 2017, DONG Energy). Il avait joué un rôle important dans la transformation de cette entreprise danoise, autrefois producteur exclusif d'énergie fossile et devenue le plus grand développeur de parc éolien offshore au monde.

« La gouvernance d'entreprise en matière de lutte contre les changements climatiques était l'un des domaines que nous voulions améliorer chez Enel, comme nous le faisons d'ailleurs dans d'autres entreprises », explique Cristina Cedillo Torres. « Il est clair qu'un directeur général issu du secteur des énergies renouvelables possède une expertise très pointue.

Mais lorsque nous avons examiné la composition du conseil d'administration, nous n'avons pas trouvé parmi les administrateurs indépendants l'expertise nécessaire en matière de climat et de transition énergétique. Nous nous sommes donc demandé ce que nous pouvions faire pour contribuer à améliorer les compétences du conseil d'administration. » ↓

OFFICE NATIONAL ITALIEN DE L'ÉLECTRICITÉ

Enel est le principal producteur d'électricité d'Italie, le plus important d'Europe en termes de capitalisation boursière et le deuxième au monde en termes de revenus après la société nationale d'électricité chinoise. C'est l'acronyme de l'italien « Ente Nazionale per l'Energia Elettrica » (Office national d'énergie électrique). La société a été introduite en bourse à Milan en 1999.

L'entreprise a réalisé un résultat net de 5,2 milliards d'euros en 2020 (dernière année pour laquelle des données complètes sont disponibles) pour un chiffre d'affaires de 65,0 milliards d'euros. En 2020, elle possédait 84 000 MW de capacités consolidées à l'échelle mondiale, dont 26 400 MW sur son marché d'origine, l'Italie.

Les centrales hydroélectriques génèrent la majorité de sa production (une capacité de 27 800 MW), suivies du parc éolien pour un volume substantiel, puis par l'énergie solaire et géothermique dans une moindre mesure.

Cependant, une grande partie de son électricité provient encore des combustibles fossiles, dont 15 000 MW de capacités de production à partir de turbines à gaz à cycle combiné, de charbon, de pétrole et de gaz. Le charbon représente encore environ 6 % de la production d'électricité d'Enel.



EXPLIQUÉ EN 150 MOTS

Le **désinvestissement** est une pratique qui consiste à vendre les actions ou obligations d'une entreprise en raison d'un désaccord fondamental avec ses pratiques commerciales qui ne peut être résolu par la négociation ou l'engagement. Ces désinvestissements sont généralement liés à une prise de position sur le caractère inacceptable du ou des produit(s) de l'entreprise basé sur des critères de durabilité. Si le désinvestissement permet de retirer le capital de l'entreprise des stratégies d'un gérant d'actifs, il est différent de l'exclusion, qui exclut l'entreprise du processus de décision en matière d'investissement.

La pratique du désinvestissement consiste souvent à liquider les positions sur des entreprises productrices d'énergies fossiles afin d'atteindre les objectifs de neutralité carbone, qui font de plus en plus partie des stratégies des gérants d'actifs. Cependant, le désinvestissement ne résout pas le problème de fond. Il ne fait que transférer la propriété des actifs liés aux énergies fossiles d'un investisseur à un autre. Des investisseurs tels que Robeco préfèrent par conséquent avoir recours à l'engagement pour favoriser la décarbonation des entreprises énergétiques plutôt que de procéder au désinvestissement ou à l'exclusion.

Un système avantageux en Italie

Cette situation a débouché sur une opportunité formidable que l'équipe Actionnariat actif a rapidement saisie.

Les administrateurs indépendants des entreprises italiennes cotées en bourse sont nommés par les actionnaires, y compris le gouvernement lorsque l'État détient une participation. L'entreprise reçoit deux listes de candidats, l'une du gouvernement et l'autre des actionnaires minoritaires. Le processus de soumission de la liste des actionnaires minoritaires est coordonné par Assogestioni, l'association des gérants d'actifs italiens.

« L'Italie dispose en fait d'un système avantageux, car il permet aux actionnaires minoritaires comme nous de nommer des membres du conseil d'administration », commente Cristina Cedillo Torres. « C'est là que j'ai vraiment vu une opportunité pour nous de nous impliquer et d'exercer ce droit légal.

Chaque année, Assogestioni recherche des candidats potentiels dans l'ensemble des entreprises italiennes cotées en bourse, alors je leur ai demandé si nous pouvions travailler ensemble pour faire élire au conseil d'administration d'Enel une personne compétente en matière de climat. L'idée leur a beaucoup plu et j'ai donc rejoint leur comité de nomination. »

Un travail d'équipe

L'expert en gouvernance d'entreprise de l'équipe Actionnariat actif, Michiel van Esch, a été sollicité pour aider au processus de nomination. « Michiel a une grande expérience dans la nomination d'administrateurs », explique Carola van Lamoen. « Il nous a donc conseillé sur la façon de nous y prendre et a prêté main forte à Cristina.

Notre collaboration avec Assogestioni a également été très utile. En effet, ils ont facilité l'ensemble du processus, ils nous ont aidé à atteindre le nombre d'actions nécessaires pour déposer la liste des candidats grâce à leur réseau d'investisseurs, et ils nous ont fourni des conseils juridiques.

Le plus difficile a été de trouver la bonne personne, car il fallait quelqu'un qui parle italien, ce qui a réduit le nombre de candidats potentiels très rapidement. Nous avons eu la chance de découvrir que cet ancien cadre de l'énergie éolienne parlait l'italien, même s'il n'est pas Italien (Samuel Leupold est suisse). Sa nomination a donc été une de nos grandes réussites. »

SEPTEMBRE 2020 Le Net Zero Benchmark

Une autre étape déterminante a été l'utilisation du Net Zero Benchmark de Climate Action 100+, un indicateur qui évalue, au travers de dix indicateurs, le niveau de préparation des entreprises à la transition. Cet indicateur clarifie les attentes des investisseurs quant aux éléments qu'une stratégie climatique d'entreprise doit aborder et fournit des objectifs concrets que les entreprises peuvent atteindre.

« Le Net Zero Benchmark a énormément facilité notre dialogue actionnarial », constate Cristina Cedillo Torres. « Nous avons reçu des retours très positifs d'Enel sur son utilisation et ils se sont véritablement approprié cet outil dès le début.

En utilisant le Net Zero benchmark, notre dialogue actionnarial est également devenu plus formel. Cet indicateur nous a permis d'approcher le conseil d'administration et la direction générale avec une série de demandes concrètes. Ces échanges ont eu lieu principalement par écrit, ce qui donne aux investisseurs la certitude que l'entreprise prend les choses au sérieux. ↓

« L'Italie dispose d'un système extraordinaire car il permet aux actionnaires minoritaires dont nous faisons partie de nommer les membres du conseil d'administration »

Cristina Cedillo Torres
Spécialiste de l'engagement

Ils avaient un objectif de zéro émission nette pour 2050, mais cela ne couvrait explicitement que les émissions de Scope 1. Pour une entreprise de services aux collectivités comme Enel, il est important de cibler également les émissions de Scope 3. »

Abandon progressif du gaz

« Ces émissions proviennent de la vente de gaz aux clients pour le chauffage et la cuisine. Elles occupent une part non négligeable de leur empreinte totale, probablement 20 % environ. Enel n'avait fixé qu'un objectif intermédiaire pour 2030, mais n'avait pas encore rendu public sa stratégie pour atteindre le zéro émission nette d'ici 2050, et n'avait pas pris d'engagement clair pour y parvenir.

Nous avons donc demandé à la direction et au conseil d'administration d'envisager de fixer un objectif pour les émissions de Scope 3 et d'expliquer comment ils allaient réduire cette catégorie d'émissions s'ils voulaient vraiment devenir neutres en carbone, car ils ne pourraient atteindre cet objectif autrement.

Cette question a mobilisé toute leur attention en 2021. Et ils nous ont vraiment écoutés. En novembre 2021, l'entreprise a avancé son objectif de zéro émission nette à 2040 au lieu de 2050 tous scopes confondus, fixant des objectifs intermédiaires alignés sur 1,5 °C à la fois pour le Scope 1 et pour les principales émissions de Scope 3 dans la distribution de gaz et d'électricité. Ils ont également confirmé leur engagement à se passer totalement de charbon au niveau mondial d'ici 2027, tout en maintenant leur promesse d'atteindre cet objectif en Italie d'ici 2025. »

Émergence d'un leader mondial

Tout cela a fait qu'Enel s'est finalement fixé l'objectif le plus ambitieux de tous, ce qui aurait été inimaginable en 2015. Et c'est peut-être notre plus grande réussite après six ans de travail acharné.

« Un aspect très important de la stratégie 2040 est l'objectif de produire de l'électricité uniquement à partir d'énergies renouvelables », explique Cristina Cedillo Torres. « Ils prévoient

de s'appuyer entièrement sur les énergies renouvelables et les batteries afin d'éliminer totalement les émissions de Scope 1.

Il ne s'agit donc plus tant d'atteindre l'objectif zéro émission nette, mais d'arriver à zéro émission en termes absolus pour la production d'énergie. Pour y parvenir, ils ont prévu d'atteindre d'ici 2030 154 GW de capacités de production d'énergie renouvelable.

C'est l'objectif le plus ambitieux jamais évoqué à ce jour. S'ils installent effectivement ce volume de capacités de production, ils renforceront leur leadership mondial dans le domaine des énergies renouvelables. »

Une source d'inspiration

La trajectoire d'Enel a marqué les esprits. « Le programme général que met en œuvre Enel pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2040 en cessant de vendre du gaz à ses clients et en électrifiant sa production d'énergie est peut-être la plus grande des victoires », déclare Carola van Lamoen. « Enel est la première entreprise de services aux collectivités à prendre cet engagement, c'est donc un signal très très fort.

Nous avons effectué un parcours extraordinaire avec Enel au cours des six dernières années et la preuve est faite que le dialogue actionnarial est efficace. Nous sommes très heureux de ce que nous avons réalisé et de tout le chemin qu'ils ont parcouru. » ●



EXPLIQUÉ

EN 150 MOTS

Une **résolution d'actionnaires** est une proposition sur un sujet de préoccupation soumise par les investisseurs lors de l'assemblée générale annuelle (AGA) d'une société. Elle exige que l'entreprise s'attaque au problème, même si sa direction s'oppose à la question soulevée. Ces dernières années, les résolutions ont fréquemment demandé aux entreprises de clarifier leur exposition au changement climatique et de préciser si elles sont alignées sur l'Accord de Paris pour limiter le réchauffement planétaire.

La plupart des résolutions ne sont pas adoptées si l'entreprise s'y oppose, et elles ne sont pas juridiquement contraignantes si elles posent une question plutôt que d'exiger une solution. Toutefois, le niveau de soutien à une résolution peut constituer un « coup de semonce » pour une entreprise dont une question ESG est mise en cause par ses actionnaires. Et certaines réussissent à être adoptées. En 2021, par exemple, une résolution soumise auprès d'une grande compagnie pétrolière a été soutenue à 61 %, obligeant ainsi l'entreprise à réduire ses émissions de carbone.

PLASTIQUE À USAGE UNIQUE : PAS SI FANTASTIQUE

Pourquoi engager un dialogue sur les plastiques ? Les produits en plastique à usage unique sont fabriqués en quelques secondes, utilisés quelques minutes seulement mais ont une durée de vie de plusieurs siècles.

Une collaboration est nécessaire

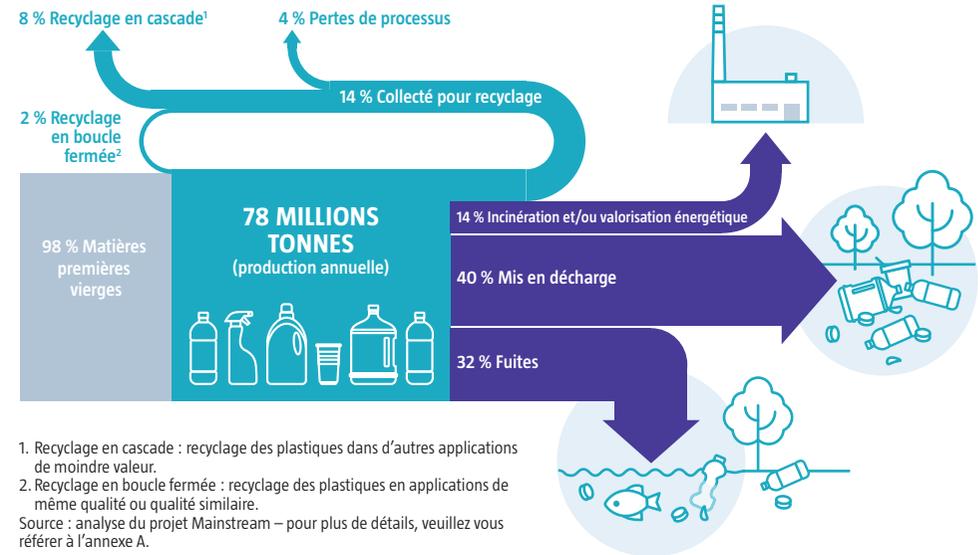
Pour contribuer à un effort à l'échelle du secteur, Robeco a rejoint la Plastic Solutions Investor Alliance, a signé l'engagement mondial de la Fondation Ellen MacArthur pour une nouvelle économie du plastique et fait partie du groupe de travail des PRI pour les investisseurs en plastique. Robeco a signé l'appel en faveur d'un traité mondial des Nations Unies sur la pollution plastique.

Le plastique présente de nombreux avantages

- Des qualités fonctionnelles supérieures
- Un faible poids et un faible coût
- La stabilité des emballages prolonge la durée de conservation des produits

Son utilisation actuelle a des impacts négatifs

- Un cycle de vie court avec un emballage plastique à usage unique
- Une perte annuelle de 95 % des emballages plastique (80 à 120 milliards de dollars)
- Il finit à la décharge, à l'incinération ou pollue l'environnement - non recyclé



Résultats

SDG 11
SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES

SDG 12
RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION

SDG 14
LIFE BELOW WATER

Priorité

L'objectif de ce thème d'engagement est de favoriser la transition de la chaîne de valeur mondiale des emballages plastiques vers un modèle plus circulaire et d'améliorer l'offre et la demande de plastique recyclé.



Gestion de l'innovation



Recyclage du plastique



Harmonisation des plastiques



Lobbying responsable pour le changement de réglementation



Collaboration avec l'industrie et partenariat public-privé

Exemples de succès obtenus

CAS 1 L'entreprise a fixé comme objectif à long terme d'utiliser des emballages 100 % réutilisables, recyclables ou compostables pour les produits de ses marques d'ici 2025. Jusqu'à septembre 2020, cette initiative a permis d'éliminer 1 100 tonnes de plastique utilisé dans 440 produits de marque propre.

CAS 2 L'entreprise a fixé comme nouvel objectif d'utiliser 30 % de plastiques circulaires sur l'ensemble de ses emballages de biens de consommation à rotation rapide d'ici 2030. Elle a mis au point une technologie de recyclage qui permet d'obtenir un plastique recyclé de qualité vierge. Cela permettra de réaliser une économie circulaire, puisqu'il s'agit de récupérer des déchets qui seraient autrement mis en décharge.

CAS 3 L'entreprise est en bonne voie pour atteindre son objectif de 2025 : 100 % de ses emballages sont recyclables ou réutilisables. Elle vise également à réduire de 50 % l'utilisation d'emballages en plastique vierge. Elle a été la première entreprise à finaliser une obligation en matière de réduction des déchets plastiques, pour un volume de 70 millions de dollars.

Société*	Résultat global	Gestion de l'innovation	Recyclage du plastique	Harmonisation des plastiques	Lobbying responsable pour le changement de réglementation	Collaboration avec l'industrie et partenariat public-privé
Amcor	✓	●	●	●	●	✓
Berry Plastics Group	✓	✓	✓	●	●	✓
Carrefour	✓	●	✓	●	✓	✓
Danone	✗	●	●	●	✓	●
Henkel AG & Co.	✓	✓	✓	✓	✓	✓
Nestlé	✓	✓	✓	✓	●	✓
PepsiCo	✓	✓	✓	✓	✓	●
Sealed Air Corp.	✗	✓	✓	●	●	✓

● Évolution positive ● Aucune évolution ● Évolution négative ✓ Conclu avec succès ✗ Conclu sans succès

* Le thème d'engagement relatif au plastique à usage unique incluait deux autres sociétés, mais au moment de la publication, l'engagement avec ces entreprises n'était pas encore finalisé.

DÉSINVESTIR OU NE PAS DÉSINVESTIR LÀ N'EST PAS LA QUESTION

Peter van der Werf, Responsable senior en engagement
Nick Spooner, Spécialiste de l'engagement dans le domaine
du changement climatique

Engagement ou désinvestissement : voilà l'un des débats les plus vifs en matière d'investissement durable aujourd'hui. Pour certaines parties prenantes (ONG ou groupes d'activistes environnementaux), la situation est on ne peut plus claire : les investisseurs doivent désinvestir des entreprises et des industries qui menacent l'avenir de notre planète, et réallouer leurs capitaux à des secteurs plus favorables au climat. Selon elles, le temps de la discussion est révolu, car le changement se produit trop lentement, voire pas du tout. Pour les gérants d'actifs, toutefois, le tableau est plus complexe. La question n'est pas de savoir s'il faut désinvestir ou ne pas désinvestir, mais plutôt de savoir à partir de quel moment une tentative d'engagement infructueuse entraîne un désinvestissement.

Nous sommes intimement convaincus qu'en dialoguant avec les entreprises (dans des secteurs tels que les énergies fossiles ou la pétrochimie), les gérants d'actifs peuvent aider celles-ci à se diriger vers un avenir plus durable, tandis que s'ils se retirent de ces sociétés, ils perdront toute possibilité de faire entendre leur voix, et d'autres actionnaires peu soucieux de la durabilité prendront leur place. La nuance est subtile, en particulier pour Peter van der Werf, responsable de l'engagement, et Nick Spooner, spécialiste de l'engagement en matière de changement climatique, qui doivent également gérer les demandes des clients et coopérer avec les équipes d'investissement. En novembre 2021, tous deux ont lancé le programme « Acceleration to Paris » (voir encadré).

Nick Spooner : « Il existe un besoin indéniable d'engagement comme de désinvestissement. Et c'est ce que nous essayons de concilier dans notre programme « Acceleration to Paris ». Nous voulons éviter la fausse dichotomie entre engagement et désinvestissement, et préférons nous demander comment utiliser ces outils ensemble. » Contrairement aux ONG et aux groupes d'activistes, un gérant d'actifs qui dialogue avec les entreprises essaie à la fois, de par la nature de son activité, d'améliorer le monde et d'atteindre un objectif financier clair.

« ACCELERATION TO PARIS »

Ce programme d'engagement vise à enclencher une action climatique dans 200 entreprises ayant une forte empreinte carbone et qui sont en retard dans leurs efforts de transition vers un modèle économique bas carbone. Le volet engagement actif se concentre sur une quinzaine de ces entreprises, ce qui permet à l'équipe d'engagement de viser un impact maximum. Les sociétés sont encouragées à agir en faveur du climat et à conserver leur légitimité sociale à long terme. Huit objectifs d'engagement ont été formulés et sont alignés sur l'objectif zéro carbone de l'initiative Climate Action 100+. En outre, pour les entreprises qui construisent les centrales à charbon de nouvelle génération, un neuvième objectif d'engagement donnera la priorité à la transition vers les sources d'énergie propre.

Deux sortes d'engagement

Comment débute l'engagement ? Tout d'abord, il est important de savoir qu'il existe deux grands types d'engagement chez Robeco, explique Peter van der Werf. « Une grande partie de notre engagement correspond à ce que l'on appelle *l'engagement de valeur*, qui consiste à essayer d'apporter de la valeur ajoutée à la philosophie d'investissement, soit en réduisant le risque de durabilité au sein des entreprises, et donc le risque pour les titres en portefeuille, soit en collectant davantage d'informations nous permettant d'améliorer nos décisions d'investissement. »

« Dans certains cas, l'engagement soulève des questions essentielles que l'analyste financier n'avait pas prises en compte et qui sont susceptibles de modifier son point de vue », commente Peter van der Werf. « Lorsque nous mettons fin à un programme d'engagement de valeur n'ayant pas donné de bons résultats, les gérants de portefeuille examinent nos conclusions et évaluent ce signal négatif dans leur processus d'intégration ESG. Mais cela n'est qu'un des nombreux facteurs qui jouent un rôle dans la décision du gérant de portefeuille d'acheter, de conserver ou de vendre une position. La grande majorité de notre programme d'engagement est élaborée de cette façon. »

Mais il existe aussi un autre type d'engagement, appelé *engagement renforcé*. Et en cas d'échec, celui-ci a des conséquences. Peter van der Werf : « Depuis seize ans, nos activités d'engagement sont le plus souvent liées aux controverses mondiales et aux violations du Pacte mondial des Nations Unies ou des principes directeurs de l'OCDE. Récemment, nous avons étendu cette portée, notamment à la filière de l'huile de palme, où nous avons identifié un risque accru que les entreprises ne respectent pas nos exigences minimales en matière de durabilité. Nous avons donc décidé que le non-respect de ces exigences aurait des conséquences. Et depuis peu, nous avons également ajouté le climat aux thèmes pour lesquels nous avons prévu des conséquences spécifiques pour les entreprises qui ne respectent pas nos objectifs d'engagement renforcé. » ↓



« Dans certains cas, l'engagement fait surgir des questions simples que l'analyste financier n'avait pas intégré, ce qui peut influencer sur l'opinion de l'entreprise »

Peter van der Werf
Responsable senior en engagement

De multiples parties prenantes

Le nombre d'acteurs qui tentent de faire bouger les choses augmente, aux premiers rangs desquels figurent les autorités réglementaires. Cela favorise-t-il les processus d'engagement ou provoque-t-il des conflits, dans la mesure où certains veulent aller plus vite que d'autres ?

Nick Spooner : « Il me semble que depuis trois ans les investisseurs et les gérants d'actifs placent un accent accru sur les activités de stewardship. Cela s'explique en partie par les évolutions d'ordre réglementaire, telles que la directive européenne sur les droits des actionnaires ou le Stewardship Code au Royaume-Uni. Et l'on observe en effet que les marchés qui disposent de codes de stewardship sont plus stricts à l'égard des pratiques des gérants d'actifs et des investisseurs. »

« Nous essayons d'améliorer la qualité de l'engagement et de sensibiliser davantage les investisseurs à celle-ci. Car si les gérants d'actifs et les investisseurs sont de plus en plus nombreux à arriver sur le marché, beaucoup d'organisations ne bénéficient pas de l'histoire et de l'expérience de Robeco. En étant capables de travailler en collaboration avec ces investisseurs, nous pouvons améliorer la qualité de l'engagement et remettre en cause le statu quo dans ce domaine, en innovant et en favorisant de nouvelles pratiques. »

L'augmentation du nombre d'acteurs aide aussi à s'attaquer aux problèmes sociaux et environnementaux, ajoute Nick Spooner. « Ce sera forcément une bonne chose. Nous apprenons beaucoup de notre collaboration avec ces acteurs, et ces perspectives peuvent vraiment être utiles en termes de compréhension ainsi que d'élaboration de nos points de vue. Nous bénéficions beaucoup des recherches entreprises par les ONG, mais aussi des évolutions réglementaires. C'est la raison pour laquelle je pense que le pluralisme est vraiment important, y compris pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Il va sans dire qu'il existe parfois des tensions entre les ambitions et les objectifs des ONG et ceux des

investisseurs, et qu'elles doivent être apaisées. Je ne pense pas que ces tensions concernent notre objectif ultime, mais plutôt les moyens ou la trajectoire à suivre pour l'atteindre. »

Selon Nick Spooner, le débat entre engagement et désinvestissement est un bon exemple des tensions pouvant exister autour des méthodes que les investisseurs et les ONG veulent privilégier. Cela est dû à une trop grande simplification de ce qui doit être fait pour atteindre la neutralité carbone. La transition ne se fera pas en une seule nuit, et le désinvestissement n'a pas forcément d'effet marqué sur les actions des sociétés pétrolières et gazières. « Nos activités d'engagement permettent d'obtenir le plus grand impact sur le monde réel. Et nous avons le devoir d'entreprendre cet engagement et d'obtenir des résultats concrets. Mais nous ne sommes qu'un petit nombre d'investisseurs à mener ce type de dialogue limité dans le temps, alors que ce devrait être la norme. La question devrait être : comment créer plus de conditions et de responsabilités en termes d'engagement pour obtenir les résultats que nous souhaitons atteindre ? C'est ainsi que les pressions exercées par les ONG sur les investisseurs pour qu'ils désinvestissent ont obligé les entreprises à formuler ces conditions, mais aussi accru la qualité et la rigueur des activités d'engagement. Je ne pense pas que l'on considérerait qu'une communauté de stewardship est active sans les pressions que les ONG exercent aussi en faveur du désinvestissement. »

L'industrie des énergies fossiles en est certainement l'exemple le plus parlant, puisqu'en 2021, plusieurs grands fonds de pension néerlandais ont décidé de ne plus y investir. Chez Robeco, nous avons décidé de rester sur nos positions et de poursuivre le dialogue avec le secteur. Peter van der Werf suit le débat de près. « Cela fait l'objet de vives discussions entre les gérants d'actifs. La décision de désinvestir a été une réponse aux pressions exercées par les bénéficiaires des fonds de pension, qui sont informés et mobilisés par des ONG et des groupes de pression depuis plusieurs années déjà. Ceux-ci appellent les conseils d'administration de ces fonds à faire de ce type de décision leur instrument de prédilection pour ↓



EXPLIQUÉ
EN 150 MOTS

l'engagement (ou dialogue actionnarial) est un dialogue actif sur le long terme entre les investisseurs et les entreprises sur des questions environnementales, sociales et de gouvernance (ESG). Il permet aux investisseurs de discuter avec les entreprises des risques et des opportunités liés à la durabilité, et aux sociétés d'obtenir des informations sur les attentes des investisseurs en matière de comportement d'entreprise. De cette manière, les investisseurs encouragent les entreprises à adopter des pratiques plus durables pour qu'elles puissent bénéficier d'un avantage compétitif et avoir plus de chances de réussir à long terme. Au bout du compte, cela améliore le profil risque-rendement de leurs titres. Un engagement efficace peut donc profiter aux entreprises, aux investisseurs et à l'ensemble de la société.

L'engagement s'effectue en général sur une période de trois ans durant laquelle des spécialistes du dialogue actionnarial sont en contact régulier avec les représentants d'une entreprise et suivent les progrès réalisés par rapport aux objectifs d'engagement. Souvent, ils associent leurs efforts à des initiatives d'engagement collaboratif avec d'autres investisseurs institutionnels. Le résultat de ces efforts est communiqué aux analystes, gérants de portefeuille et clients, ce qui leur permet d'intégrer ces informations dans leurs décisions d'investissement.

décarboner les portefeuilles. Mais ces portefeuilles dépendent évidemment aussi de l'économie réelle, où le besoin et la demande d'énergie existent toujours. Selon moi, tous ces éléments sont des pièces réalistes du puzzle que chaque organe de décision doit évaluer. En tant que gérant d'actifs mondial, les parties prenantes à qui nous devons rendre des comptes sont très différentes. Je pense qu'il est incontestable pour nous que le dialogue est la méthode à suivre pour avoir un impact réel et concret. »

Jusqu'à un certain point du moins, parce que Peter van der Werf admet que parler pour le seul plaisir de parler n'a aucun sens. « Nous avons bien conscience que si nous dialoguons pendant trois ou quatre ans sans aucun résultat et que l'on dit "continuons de discuter et peut-être que d'ici 2030, nous parviendrons à quelque chose", il est évident que cet instrument perdra de son efficacité et de sa crédibilité. Il est donc nécessaire de fixer une limite. » Et c'est précisément le processus dans lequel Robeco s'embarque plus clairement à présent, précise Peter van der Werf. « Définir cette limite devient alors une restriction dans notre politique d'investissement, et cela aura naturellement des conséquences pour un large éventail de stratégies d'investissement. »

Neutralité carbone

C'est ici que la feuille de route vers le zéro émission nette récemment publiée par Robeco joue un rôle. Peter van der Werf : « Cette feuille de route définit notre stratégie à long terme et montre comment l'engagement joue un rôle dans la décarbonation de nos portefeuilles. À cet égard, nous avons fixé des objectifs top-down pour les stratégies Robeco, mais aussi des objectifs bottom-up, basés sur l'engagement. Celui-ci vise les sociétés très émettrices qui occupent une place importante dans les indices de référence utilisés pour nos stratégies d'investissement. Nous voulons continuer de pouvoir investir dans ces entreprises si elles sont capables de décarboner. Si la majorité de nos engagements renforcés réussissent et que nous continuons de pouvoir investir dans ces sociétés, il s'agira de la meilleure solution gagnant-gagnant puisqu'elle offrira la majorité des opportunités d'alpha tout

en nous permettant de décarboner nos portefeuilles. Le risque est qu'en tant que gérant d'actifs, certaines de ces entreprises finissent par disparaître de l'univers d'investissement si les objectifs de décarbonation ne fournissent pas suffisamment de budget carbone pour conserver ces titres très émetteurs. Je pense que c'est la raison pour laquelle une double approche nous aidera dans le temps à maximiser les opportunités d'investissement, tout en atteignant également nos objectifs de décarbonation. »

Cette tension entre maximisation des opportunités d'investissement et mise en œuvre de notre stratégie d'investissement durable continuera de s'accroître à l'avenir. Nick Spooner : « Les premières décisions de désinvestissement devraient intervenir après deux ans d'engagement. Nous avons sélectionné les entreprises sur la base d'une méthode préétablie. Nous utilisons un système de code couleur qui sera régulièrement actualisé, ce qui signifie que 12 ou 18 mois avant cette première décision de désinvestissement, les gérants de portefeuille seront en mesure de voir si les entreprises s'en sortent bien et si, d'un point de vue plus quantitatif et objectif, elles finissent par correspondre à nos critères de désinvestissement ou d'inclusion en portefeuille. Cela devrait générer des discussions assez animées entre les gérants de portefeuille et les membres de l'équipe d'engagement. » Cette décision doit reposer sur les faits et les risques, et ne pas être subjective, indique Nick Spooner. « Il faut agir dans les meilleurs intérêts des gérants de portefeuille. Car si nous parvenons à une situation où nous sommes amenés à nous retirer d'une entreprise, cela posera de sérieux problèmes en matière de gestion des risques climatiques. Et dans ce cas, cela pourrait avoir une incidence négative sur le cours de l'action et la rentabilité future. »

Un code à quatre couleurs

Comment fonctionne le code couleur utilisé dans le programme d'engagement renforcé ? Le système se concentre sur les sociétés qui enregistrent les pires performances, en vue de les amener à améliorer leur score. Nick Spooner explique : « Nous avons commencé par les 200 premiers émetteurs, sur la base de l'univers d'investissement Trucost, et examiné l'intégralité des émissions, ↓



EXPLIQUÉ EN 150 MOTS

L'engagement renforcé est utilisé pour répondre à des préoccupations liées à certaines entreprises concernant des comportements qui ne respectent pas les normes mondiales. Il s'agit généralement d'une violation du Pacte mondial des Nations Unies ou de lignes directrices de l'OCDE sur une question environnementale, sociale ou de gouvernance (ESG). Les cas récents d'engagement renforcé ont concerné des entreprises qui sont très polluantes, sont impliquées dans des problèmes socialement inacceptables tels que le recours au travail des enfants, ou dans des scandales de gouvernance d'entreprise tels que la corruption et les pots-de-vin.

Un programme d'engagement renforcé se déroule généralement sur trois ans, au cours desquels l'entreprise concernée doit atteindre certains objectifs d'amélioration fixés au préalable. Il peut s'agir de mesures visant à supprimer des pratiques polluantes, à éradiquer les abus en matière de conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement ou à remédier à l'exposition à la corruption. En cas d'échec, l'entreprise sera inscrite sur la liste d'exclusion de Robeco. L'exclusion n'est toutefois utilisée qu'en dernier recours, car dans de nombreux cas, les entreprises soumises à un engagement renforcé parviennent à atteindre les objectifs fixés.

ENTRETIEN

c'est-à-dire celles qui sont générées non seulement par les sociétés elles-mêmes, mais aussi par l'ensemble de la chaîne de valeur. La plupart des entreprises concernées évoluent dans des secteurs très émetteurs : pétrochimie, chimie, mais aussi l'acier, sans oublier le pétrole et le gaz. Nous avons ensuite analysé ce top 200, en attribuant aux sociétés une couleur parmi quatre possibles. »

Les spécialistes de l'engagement ont examiné plusieurs aspects qui forment notre cadre d'analyse : les objectifs en matière de gaz à effet de serre ; si les entreprises visent le scénario 1,5 °C ; les dépenses d'investissement ; les problèmes de gouvernance et si les bons cadres de travail sont en place pour superviser et gérer les risques climatiques. À cette fin, diverses données tierces ont été utilisées, parmi lesquelles le cadre de référence du Climate Action 100+, la Transition Pathway Initiative et d'autres encore.

À l'aide de ces cadres, nous avons pu classer les entreprises selon quatre couleurs : vert foncé, vert clair, orange et rouge. Cette méthodologie a été utilisée pour sélectionner les entreprises ciblées par les programmes d'engagement, à savoir celles qui enregistrent les moins bonnes performances. Nick Spooner : « En janvier 2022, nous avons écrit à chacune de ces 200 entreprises pour les informer de nos attentes en matière de gestion des risques climatiques et d'émissions futures. »

Peter van der Werf : « Nous examinerons ensuite quels sont les facteurs qui permettront à ces sociétés de passer du rouge à l'orange et, in fine, au vert clair. Car nous voulons les voir adopter ce type de trajectoire. C'est pourquoi nous utiliserons ce code couleur chaque année pour suivre les progrès dans le temps. D'ici un an et demi ou deux, nous devrions savoir précisément si une entreprise est sur le point de passer du rouge à l'orange ou de l'orange au vert clair, ou si elle ne s'est pas du tout améliorée. »

Cela aura des conséquences, confirme Nick Spooner. « Notre intention est de développer la méthodologie et d'en élargir la portée

afin qu'elle puisse nous servir à rendre compte de l'alignement de nos portefeuilles dans le temps. Nous avons lancé le programme "Acceleration to Paris" à la fin 2021, en envoyant aux entreprises un courrier leur expliquant qu'elles ont été incluses à notre programme d'engagement, en précisant pourquoi, et que nous sommes susceptibles de désinvestir si aucun progrès significatif n'est fait durant la période d'engagement. »

À quoi ressemblera ce processus d'engagement ? Nick Spooner pense qu'il contactera les entreprises au moins trois ou quatre fois par an. « N'oublions pas qu'il s'agit de sociétés qui ne sont peut-être pas directement incitées à discuter d'ESG et de climat avec les investisseurs. Il faudra donc peut-être plusieurs tentatives de contact avant que les premières rencontres aient lieu. Mais quelques semaines seulement après l'envoi de notre courrier, près de la moitié d'entre elles ont déjà répondu favorablement. »

Pour la plupart de ces entreprises, l'équipe d'engagement a défini neuf objectifs, allant des émissions de gaz à effet de serre à la transition climatique, en passant par la gouvernance climatique et les dépenses d'investissement. Nick Spooner : « Les principaux résultats que nous souhaitons voir concernent le management et la réduction des gaz à effet de serre, conformément aux objectifs de l'Accord de Paris : émissions de Scope 1, 2 et 3. Pour une société du secteur de la chimie ou de la pétrochimie, les émissions de Scope 3 sont incroyablement élevées, qu'elles soient générées en amont (durant l'extraction du pétrole et du gaz) ou en aval (déchets et recyclage). Pour un fabricant de produits chimiques, il pourrait s'agir, par exemple, de passer à des matériaux d'origine biologique ou à l'hydrogène pour produire de l'énergie. Tout cela représente un coût important que ces entreprises devront supporter. Les dépenses d'investissement qu'elles engageront prouveront qu'elles veulent véritablement atteindre les objectifs d'émissions de gaz à effet de serre, et pas se contenter de les oublier ou de fixer un objectif zéro émission nette qui serait laissé à la responsabilité d'un futur PDG. » ↓



« Dans l'espace de 2 ans, nous devrions savoir clairement si une société est sur le point de passer du rouge à l'orange »

Nick Spooner

Spécialiste de l'engagement dans le domaine du changement climatique

Un monde meilleur ?

À quel point ces objectifs sont-ils ambitieux ? Ces industries à forte intensité carbone seront-elles capables et disposées à changer dans les trois prochaines années ? Nick Spooner reste réaliste. « Peut-être que mes espoirs et mes ambitions sont très différents de ce qu'il adviendra en réalité. Mon ambition pour ces entreprises serait qu'elles deviennent des leaders du climat suite à nos efforts d'engagement, mais je reconnais que je suis peut-être trop ambitieux concernant l'ampleur du changement que nous pourrions observer dans une période de temps limitée, en particulier pour certaines de ces sociétés qui n'ont clairement pas pris conscience des risques climatiques. Au bout des deux premières années, j'ai l'espoir de voir une accélération, comme celle que nous avons observée ces dernières années en matière d'objectifs zéro carbone, dont le nombre a augmenté.

Peter van der Werf : « L'actionnariat actif est un pari à long terme. On n'obtient pas de résultat du jour au lendemain, mais je pense qu'en posant les bonnes questions, avec constance et détermination, et qu'en indiquant la voie à suivre aux entreprises, nous pourrions montrer qu'il existe des résultats réels et concrets. J'espère que la méthode des quatre couleurs permettra de mesurer les progrès et de montrer plus facilement que ce que nous avons entamé en 2021 commencera à porter ses fruits à partir de 2024. » Nick Spooner ajoute : « En tant qu'investisseurs, désinvestir est une option que nous avons dans notre boîte à outils, mais nous ne voulons pas l'utiliser. Nous préférons tester tous les autres outils avant d'exercer nos droits d'actionnaire pour opérer un changement, via le désinvestissement. Une partie de notre engagement renforcé consiste à utiliser ces outils de manière assez active pour susciter un changement dans ces entreprises. » ●



EXPLIQUÉ EN 150 MOTS

L'exclusion consiste à interdire l'achat de titres d'une société pour un portefeuille en raison d'activités commerciales non conformes à la politique d'investissement d'un gérant d'actifs. Cette exclusion peut être basée sur un comportement inacceptable ou des produits controversés fabriqués par l'entreprise, ou encore le non-respect de lois ou de réglementations. Des critères ESG sont utilisés pour déterminer si une entreprise respecte le niveau de normes souhaité, en utilisant comme référence les principes établis par le Pacte mondial des Nations Unies. Dans le cas contraire, l'entreprise peut cesser d'être prise en compte dans le processus d'investissement.

Les exclusions concernent généralement les fabricants d'armes controversées, telles que les bombes à fragmentation ou les têtes nucléaires, et ceux qui produisent des produits indiscutablement dangereux, tels que le tabac et les armes à feu, ainsi que les entreprises qui violent les droits de l'homme, comme le travail des enfants. Les entreprises impliquées dans des violations graves en matière de gouvernance d'entreprise, telles que la corruption ou les pots-de-vin, et qui ne montrent aucune volonté de remédier à ces problèmes sont aussi généralement exclues.

Encourager l'électrification ?

CE QUE SOULIGNENT NOS PUBLICITÉS

Avec plus d'un milliard de véhicules en circulation, le trafic contribue largement au réchauffement planétaire. Les transports représentent un cinquième des émissions totales, et près de la moitié provient des véhicules particuliers. En effet, les voitures produisent quatre fois plus de gaz à effet de serre que l'aviation avant la pandémie. L'électrification de l'industrie automobile est donc une solution évidente¹.

De nombreux progrès ont déjà été réalisés dans l'adoption de la voiture électrique, en partie grâce à la réglementation visant à éliminer progressivement les moteurs à combustion interne et à l'engagement des pays à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. La plupart des grands constructeurs automobiles s'étant engagés à rendre leur flotte électrique d'ici 2035, les jours des véhicules à essence seront comptés d'ici le milieu du siècle².

Robeco favorise l'adoption des voitures électriques de deux manières.

Tout d'abord, en investissant directement dans les sociétés qui produisent des VE et leurs composants, comme la technologie des batteries. Nos fonds Smart Energy et Smart Mobility s'attaquent à ce problème en recherchant des moyens innovants de passer des véhicules à essence aux modèles hybrides et entièrement électriques.

Ensuite, en engageant depuis de nombreuses années le dialogue avec l'industrie automobile, à titre individuel mais aussi dans le cadre de collaborations avec des investisseurs. Ce qui a permis de plaider en faveur d'une transition accélérée vers l'électrification de leurs flottes.

Il existe toujours des moyens intelligents de devenir plus durable. Il suffit d'être aux commandes et d'avoir une bonne vision. Défi accepté. ●

Défi accepté

1. <https://ourworldindata.org/co2-emissions-from-transport>
2. <https://about.bnef.com/electric-vehicle-outlook/>

Encourager l'électrification ?
Défi accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie automobile pour favoriser le passage à la voiture électrique. Car notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.

Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Plus de 10 ans de classement 2003 - 2023. Source: Top 1000 Investment Managers Award. BODR 2024, 2023, 2022.

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Destiné aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 240231675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Lutter contre la déforestation ?
Défi accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs pour inciter les industries concernées à réduire la déforestation. Car notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.

Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Plus de 10 ans de classement 2003 - 2023. Source: Top 1000 Investment Managers Award. BODR 2024, 2023, 2022.

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Destiné aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 240231675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Combattre l'addiction aux jeux vidéo ?
Défi accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie du jeu pour limiter les addictions qui rendent nos enfants anxieux. Car notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.

Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Plus de 10 ans de classement 2003 - 2023. Source: Top 1000 Investment Managers Award. BODR 2024, 2023, 2022.

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Destiné aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 240231675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Œuvrer pour la biodiversité ?
Défi accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Sa déforestation liée à l'élevage intensif de bœuf provoque une perte irréversible de la biodiversité. Nous encourageons les producteurs à utiliser les technologies innovantes pour localiser les opérations de déforestation, afin d'atteindre une traçabilité complète. Car notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.

Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Plus de 10 ans de classement 2003 - 2023. Source: Top 1000 Investment Managers Award. BODR 2024, 2023, 2022.

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Destiné aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 240231675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Lutter contre la déforestation ?

CE QUE SOULIGNENT NOS PUBLICITÉS

La déforestation est l'une des plus grandes menaces de notre époque. Les forêts tropicales abritent de nombreuses espèces menacées et les communautés indigènes en dépendent pour leur survie. Pourtant, la déforestation se poursuit à une vitesse alarmante, avec une perte annuelle nette d'environ six milliards d'arbres, principalement due au déséquilibre entre ceux qui sont abattus et ceux qui sont replantés. Chaque année, plus de 300 000 kilomètres carrés de forêts ou de zones boisées disparaissent ou sont brûlés, soit une superficie équivalente à celle de l'Allemagne, et un quart de la forêt amazonienne a déjà été défriché pour l'exploitation minière et les pâturages.

Robeco a engagé le dialogue avec les entreprises – et maintenant aussi avec les gouvernements – pour stopper la déforestation à la source. Les entreprises doivent montrer qu'elles peuvent s'approvisionner de manière

durable en bois ou en d'autres produits nécessitant l'utilisation des terres, tels que le bœuf, sous peine de risquer d'être exclues des portefeuilles. Cette démarche s'appuie désormais sur une surveillance satellite, qui permet de repérer la déforestation depuis l'espace, ce qui nous permet de présenter des preuves d'actes répréhensibles.

Nous avons également entamé des dialogues sans précédent avec des pays, à commencer par le gouvernement brésilien, afin d'empêcher la destruction de précieuses forêts tropicales qui ont une valeur mondiale pour la résilience climatique. L'Amazonie reste le poumon du monde, produisant 20 % de l'oxygène de la planète, mais elle disparaît rapidement.

C'est une tâche difficile, mais il y a trop à perdre si nous ne tentons rien. Défi accepté. ●

Défi accepté

Encourager
l'électrification ?
Défi
accepté.

Lutter contre
la déforestation ?
Défi
accepté.

Combattre l'addiction
aux jeux vidéo ?
Défi
accepté.

Œuvrer pour
la biodiversité ?
Défi
accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie électrique. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs pour inciter des industries entières à réduire la déforestation. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie du jeu pour limiter les incitations qui rendent nos enfants addicts. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. La déforestation liée à l'élevage bovin est la principale cause de perte irréversible de la biodiversité. Nous encourageons les producteurs à utiliser les technologies innovatrices pour localiser les opérations de déforestation, afin d'arrêter une traçabilité complète. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Robeco Institutional Asset Management BV (51%) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Robeco Institutional Asset Management BV (51%) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Robeco Institutional Asset Management BV (51%) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Robeco Institutional Asset Management BV (51%) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de service en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Combattre l'addiction aux jeux vidéo ?

CE QUE SOULIGNENT NOS PUBLICITÉS

Les jeux vidéo ont connu un formidable essor lors des confinements qui ont incité les gens à (re)sortir leur console. Le temps qui leur est consacré a augmenté de 40 % pendant la pandémie et on compte actuellement quelque 250 millions de consoles actives dans le monde¹. Beaucoup de néophytes ont vu dans les jeux vidéo un moyen de s'occuper et, dans les prochaines années, le temps de jeu devrait rester supérieur de 21 % à celui qu'il affichait avant le Covid-19.

Pourtant, tirer sur des extraterrestres, attraper des poulets pour gagner des points ou jouer au foot avec des inconnus n'est pas totalement inoffensif lorsque cela devient une addiction ou entraîne un usage abusif. Il y a aussi un risque d'exposition à des contenus violents, de même que d'être victime de trolls. Les enfants enfermés pendant des heures à la maison sont souvent les plus vulnérables aux jeux addictifs qui prennent le pas sur toutes autres activités ludiques.

L'équipe Actionnariat actif de Robeco a lancé un programme d'engagement axé sur les risques sociaux pour les entreprises du secteur des jeux vidéo. Il vise à sensibiliser les fournisseurs de jeux à la manière dont leurs structures peuvent créer une addiction, par exemple en proposant des incitations facilement accessibles pour continuer à jouer. En outre, les développeurs de jeux sont souvent exposés à des horaires de travail excessifs.

Le jeu doit être synonyme de plaisir et non d'angoisse. Nos efforts vont dans ce sens. Défi accepté. ●

Défi accepté

1. <https://www.statista.com/statistics/271260/consumer-gamers-region/#:~:text=As%20of%202021%2C%20North%20America,99.6%20million%20console%20gaming%20users.>

Encourager
l'électrification ?
Défi
accepté.

Lutter contre
la déforestation ?
Défi
accepté.

Combattre l'addiction
aux jeux vidéo ?
Défi
accepté.

Œuvrer pour
la biodiversité ?
Défi
accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie électrique. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Sur la base de données Morning Star, Morning Sustainability Research Award
ROBECO (FR) 046 302 3017

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs pour inciter les industries minières à réduire la déforestation. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Sur la base de données Morning Star, Morning Sustainability Research Award
ROBECO (FR) 046 302 3017

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie du jeu pour éviter les incitations qui rendent nos enfants accros. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Sur la base de données Morning Star, Morning Sustainability Research Award
ROBECO (FR) 046 302 3017

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Sa déforestation liée à l'élevage bovin de bœuf provoque une perte irréversible de la biodiversité. Nous encourageons les producteurs à utiliser la technologie innovatrice pour localiser les opérations de déforestation, afin d'arrêter une traçabilité complète. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur robeco.com/fr/engagement

NUMERO 1 DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*
* Sur la base de données Morning Star, Morning Sustainability Research Award
ROBECO (FR) 046 302 3017

ROBECO
The Investment Engineers

Œuvrer pour la biodiversité ?

CE QUE SOULIGNENT NOS PUBLICITÉS

La perte de biodiversité est considérée comme une menace aussi dangereuse que le réchauffement climatique lui-même. Certains experts estiment que la destruction des forêts tropicales et la disparition d'espèces animales et végétales sont désormais si importantes que la planète se dirige vers sa sixième extinction de masse. Jusqu'à un million d'espèces risquent de s'éteindre dans les prochaines décennies en raison d'activités humaines non durables.

Le problème est dû en grande partie à une déforestation incontrôlée, où les terres sont défrichées – souvent par le feu – pour faire place aux animaux d'élevage. La destruction de l'Amazonie pour libérer des terres utilisées pour l'élevage de bœufs destinés à l'exportation est un vrai problème. En outre, certaines pratiques de pêche non durables menacent les écosystèmes marins à mesure que les réserves de poissons diminuent à l'échelle mondiale. La biodiversité paie un prix terriblement élevé pour les habitudes alimentaires des consommateurs occidentaux, mais il est possible d'y remédier.

Robeco engage le dialogue avec des entreprises pour s'assurer qu'elles ne s'approvisionnent pas en viande bovine provenant de terres déboisées et que d'autres produits clés, tels que le cacao, le soja, le caoutchouc et le bois, proviennent de plantations durables et de petites exploitations. La technologie blockchain peut désormais être utilisée pour vérifier la traçabilité de plusieurs de ces produits et les satellites peuvent surveiller la déforestation depuis l'espace.

Dans le même temps, Robeco a publié un livre blanc qui explique son approche de la biodiversité et lancé un partenariat avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) aux Pays-Bas. Celui-ci vise à renforcer les connaissances sur la manière d'intégrer la biodiversité dans les décisions financières, à développer conjointement des stratégies d'investissement axées sur la biodiversité et à partager les bonnes pratiques pour inciter les clients et les autres parties prenantes du secteur financier à agir. Réduire la perte de biodiversité due à la surexploitation des ressources naturelles ? Défi accepté. ●

Défi accepté

Encourager l'électrification ?
Défi accepté.

Lutter contre la déforestation ?
Défi accepté.

Combattre l'addiction aux jeux vidéo ?
Défi accepté.

Œuvrer pour la biodiversité ?
Défi accepté.

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie électrique. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur [robeco.com/fr/engagement](https://www.robeco.com/fr/engagement)

NUMERO DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs pour inciter les industries minières à réduire la déforestation. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur [robeco.com/fr/engagement](https://www.robeco.com/fr/engagement)

NUMERO DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. Nous collaborons avec d'autres actionnaires actifs et avec l'industrie du jeu pour limiter les incitations qui rendent nos enfants addicts. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur [robeco.com/fr/engagement](https://www.robeco.com/fr/engagement)

NUMERO DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

En tant que spécialistes de la gestion active, nous n'hésitons pas à nous engager. La déforestation liée à l'industrie bœuf-procureuse de la viande bovine est une menace sérieuse pour la biodiversité. Nous encourageons les producteurs à utiliser la technologie blockchain pour localiser les opérations de déforestation, afin d'atteindre une traçabilité complète. Ce notre priorité est de contribuer à un monde plus durable.
Découvrez notre approche de l'engagement actif sur [robeco.com/fr/engagement](https://www.robeco.com/fr/engagement)

NUMERO DE L'INVESTISSEMENT DURABLE*

ROBECO
The Investment Engineers

Informations importantes: Destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de services en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de services en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de services en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Informations importantes: Destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (517) de registre 24221675 est une société de gestion de droit néerlandais agréée par AFM pour la libre prestation de services en France. Tout investissement peut être exposé à un risque de perte en capital. Plus d'informations sur www.robeco.com/fr

Antonia Sariyska est analyste en investissement durable et impact investing au sein du Chief Investment Office d'UBS Global Wealth Management. Son équipe élabore des cadres de travail et des lignes directrices pour les portefeuilles et les classes d'actifs qui composent l'offre d'investissement durable et d'impact investing destinée aux clients privés du monde entier. Nous avons discuté avec Antonia Sariyska pour connaître son point de vue sur divers points susceptibles d'intéresser les investisseurs qui envisagent d'allouer leurs fonds à une stratégie d'engagement.

Antonia Sariyska
UBS Global Wealth Management

« Si vous engagez le dialogue avec des entreprises sur des questions importantes, cela doit se traduire par des avantages en termes de performance financière »



« Nous considérons l'engagement comme une façon pour les investisseurs de produire un impact positif progressif »

Que pensez-vous de l'engagement dans le cadre d'une stratégie globale d'investissement durable ?

« Chez UBS, nous sommes depuis longtemps convaincus que l'exclusion des entreprises permet d'aligner un portefeuille sur les valeurs de ses investisseurs, mais qu'elle ne se traduit pas forcément par une amélioration des pratiques. Nous pensons qu'il est préférable d'investir dans ces entreprises et de dialoguer avec elles, en nous appuyant sur leurs ressources et leurs capacités pour obtenir des changements réels et concrets. Nous considérons l'engagement comme une manière pour les investisseurs d'avoir un impact positif supplémentaire, avec des résultats environnementaux et sociaux mesurables et vérifiables. »

Quel est l'objectif principal d'une stratégie d'engagement : générer de bonnes performances d'investissement ou améliorer le comportement des entreprises ?

« Chez UBS, nous pensons que ces deux objectifs doivent aller de pair. Si vous engagez le dialogue sur des sujets importants, vous devriez obtenir des bénéfices financiers et des performances d'investissement. Le mot-clé est « important ». On parle aussi de « matérialité ». Il s'agit de questions pouvant affecter le modèle économique d'une entreprise et potentiellement l'ensemble de l'industrie. C'est pourquoi nous espérons obtenir des résultats environnementaux et sociaux mais aussi des performances financières. »

Quel est le premier avantage d'une stratégie d'engagement dédiée ?

« Tout d'abord, du point de vue de l'investisseur privé, c'est une occasion de contribuer au changement environnemental et social en allouant des capitaux permettant de le faire, par le biais des actions d'engagement du gérant de fonds. »

« Deuxièmement, elle fournit des bénéfices en matière de diversification. De plus en plus d'investisseurs privés veulent investir

l'intégralité de leur capital de manière durable. Cela peut sembler simple mais cela nécessite qu'ils réfléchissent à la durabilité au sein du portefeuille, qu'ils examinent certains aspects tels que la diversification, l'exposition aux facteurs et les exigences en matière de risque-rendement. Les stratégies d'engagement ont tendance à se concentrer sur les entreprises que l'on n'imaginerait pas forcément durables, par exemple les sociétés industrielles ou les fabricants de matériaux. Ces firmes doivent être transformées car elles sont importantes pour nos économies, sont souvent gourmandes en ressources et ont besoin de changement pour que nous puissions progresser. Elles ne peuvent simplement pas être mises de côté. Elles offrent probablement le plus grand potentiel de changement, et c'est précisément ce que recherchent les investisseurs axés sur la durabilité. Ainsi, en investissant dans des entreprises qui ne seraient pas forcément intégrées dans des approches ESG best-in-class standard, une stratégie d'engagement peut fournir une exposition différenciée pour tirer parti des portefeuilles durables. »

« De la même manière dans le crédit, les stratégies d'engagement investissent en général dans les obligations high yield, quand d'autres investissements durables se concentrent sur le segment plus qualitatif de l'investment grade. »

Qu'est-ce qu'un engagement efficace ?

« Selon nous, l'engagement est le plus efficace lorsqu'il prend en compte deux ensembles de facteurs. Le premier concerne le degré de matérialité des questions en jeu dans le business model de l'entreprise (par exemple, si vous entamez le dialogue avec une banque, il n'est probablement pas très pertinent de parler de la consommation d'eau dans ses bureaux, même s'il s'agit bien d'une question ESG). Les responsables de l'engagement doivent être capables d'identifier les enjeux cruciaux pour les entreprises, les industries et les régions. »

« Le second concerne le rôle de l'entreprise en général. Parmi les thèmes d'engagement ayant généré les meilleurs résultats ↓

UNE PERSPECTIVE EXTÉRIEURE

figurent les questions d'hygiène et de sécurité dans les firmes qui sont de gros employeurs dans certaines régions. Ce type d'engagement peut non seulement améliorer les conditions de travail, mais aussi avoir un effet de ruissellement sur les bonnes pratiques dans toute une région. Évoquer les questions de diversification et de développement de capacités d'énergies renouvelables avec des producteurs d'énergies fossiles est également un bon exemple d'engagement efficace. Ces résultats, qui vont au-delà de l'entreprise concernée, sont difficiles à quantifier en termes d'impact investing, mais ils montrent le véritable pouvoir de l'engagement. »

Quelles sont les compétences nécessaires pour mener des actions d'engagement ?

« Il est essentiel de pouvoir déceler les grands enjeux ESG auxquels une entreprise est confrontée. Parfois, ces enjeux sont faciles à identifier et à mesurer, mais ils n'ont pas toujours les effets de ruissellement que nous aimerions voir. Les spécialistes de l'engagement doivent comprendre une entreprise, l'industrie dans laquelle elle évolue et les valeurs qu'elle défend – de manière similaire à ce que l'on attend des professionnels de l'investissement –, mais aussi parfaitement comprendre les problèmes de durabilité qui la concerne. Des relations durables avec la direction aident clairement, de même que la connaissance des bonnes pratiques et des évolutions dans le monde de l'engagement. »

« En matière de compétences relationnelles, les responsables de l'engagement doivent être de bons médiateurs et collaborateurs. L'engagement doit aboutir à une situation gagnant-gagnant pour les investisseurs et les entreprises. Certains investisseurs privés éviteront les approches offensives qui utilisent le bâton plutôt que la carotte, et privilégieront des actions plus constructives, tout en continuant d'attendre de leurs responsables de l'engagement qu'ils sachent admettre quand cela ne fonctionne pas et qu'il est temps de changer de braquet. »

L'engagement se concentre-t-il trop sur les questions environnementales par rapport aux facteurs sociaux ?

« Nous pensons que les thèmes sociaux ne sont pas moins importants que les questions climatiques. Le problème est que l'on a tendance à penser que les résultats climatiques sont plus faciles à mesurer : il est plus simple de savoir de combien vous avez réduit vos émissions carbone ou de connaître la provenance de votre énergie que d'évaluer les facteurs sociaux, souvent de nature plus qualitative. »

« Mais des progrès importants ont été réalisés dans le volet social. Les entreprises de nombreux secteurs différents admettent qu'il est nécessaire de devenir des modèles sociaux et de fixer des normes pour les autres. Et les engagements autour des enjeux sociaux ont nettement augmenté par rapport à ces dernières années. On a également observé un nombre plus important de votes sur les questions sociales l'année passée. »

Existe-t-il des preuves que les stratégies d'engagement fonctionnent ?

« Certaines études académiques suggèrent que c'est le cas, mais l'une des difficultés de l'analyse est que même si les stratégies d'engagement existent depuis un certain temps, le dialogue axé sur les résultats en matière de durabilité n'a pris une tournure plus formelle que récemment, et il faudra plusieurs années pour obtenir des résultats significatifs et un impact réel. C'est donc une évolution en cours. D'après ce que nous observons sur le marché, des jalons sont de plus en plus souvent franchis, ce qui nous rend optimistes, mais les résultats finaux restent encore à voir. De notre côté, nous souhaitons également soutenir la recherche académique dans ce domaine, en collaborant avec des étudiants en doctorat pour analyser au cas par cas les facteurs de succès de l'engagement centré sur la durabilité. » ●



EXPLIQUÉ EN 150 MOTS

Le **vote** consiste pour les investisseurs à approuver ou à s'opposer aux politiques de l'entreprise lors des assemblées générales annuelles. Les votes peuvent porter sur des questions de routine telles que l'approbation des comptes ou le renouvellement du mandat des administrateurs, ainsi que sur des résolutions spéciales portant sur des sujets spécifiques. Ce droit est souvent exercé par le biais du vote par procuration, où un représentant vote au nom de l'investisseur, ce qui évite au gérant d'actifs de devoir assister en personne à des centaines de réunions.

Le vote est, comme l'engagement, un moyen pour les actionnaires actifs d'influencer les sociétés. Si une entreprise connaît des problèmes importants et qu'elle n'écoute pas ses actionnaires ou autres parties prenantes, le vote à l'AGA peut être un outil puissant, en particulier pour s'opposer à la nomination d'administrateurs. Les décisions prises en AGA étant publiées, si les actionnaires votent contre une proposition, l'entreprise devra régler le problème.

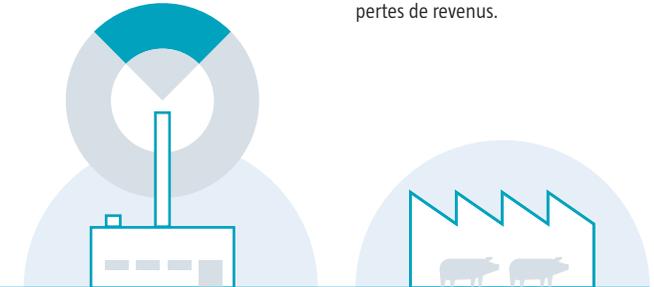
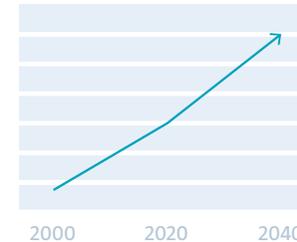
AMÉLIORER LA DURABILITÉ DANS LES CHAÎNES D'APPROVISIONNEMENT DE LA VIANDE ET DU POISSON

La consommation mondiale totale de viande a quadruplé au cours des deux dernières décennies et doublera au cours des deux prochaines.

La production alimentaire génère un quart des émissions de gaz à effet de serre de la planète.

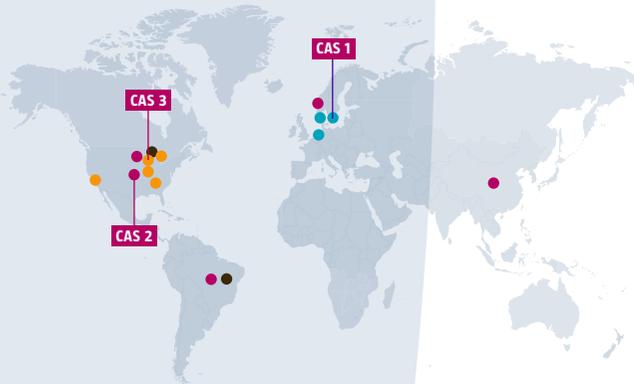
L'élevage industriel est en grande partie responsable de l'épidémie de grippe porcine, qui a tué des milliers de personnes et entraîné d'énormes pertes de revenus.

Les chaînes d'approvisionnement de la viande et du poisson sont pertinentes pour les investisseurs.



Engagement

Dans la période de 2016 à 2019, Robeco a engagé un dialogue avec 16 entreprises réparties sur 4 continents.



Sociétés actives dans :

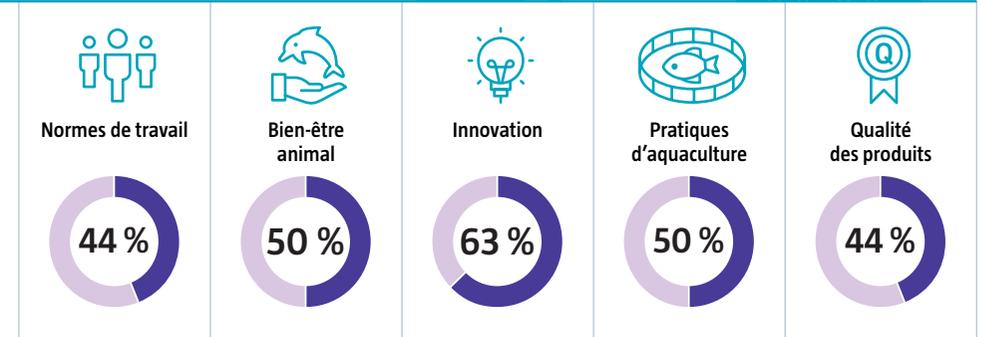
- Chimie de spécialité
- Transformation de viande
- Chaîne de restauration rapide et d'épicerie
- Production de produits alimentaires

Priorité

L'engagement était structuré autour de cinq objectifs clés.

Résultats

Au cours des trois années, nous avons clôturé avec succès 55 % de nos programmes d'engagement.



Exemples de succès obtenus



CAS 1 Une entreprise a dynamisé la commercialisation de probiotiques et de produits de santé animale (12 % sur l'ensemble des trimestres). La société a amélioré les exigences en matière de durabilité pour les fournisseurs et a déclaré que 82 % de ses ventes étaient alignées sur l'un des trois Objectifs de développement durable.

CAS 2 Une entreprise était confrontée à des controverses salariales et à des problèmes d'exécution en matière de santé et de sécurité. Notre engagement a aidé la société à mettre en œuvre des changements/audits de politique solides et à réduire les risques pour la santé. Cela s'est traduit par une baisse du taux total d'incidents enregistrables, qui est désormais inférieur à la moyenne du secteur.

CAS 3 Une entreprise a amélioré ses pratiques en matière de bien-être animal (elle obtient désormais un score de deuxième rang pour le bien-être des animaux d'élevage) et s'approvisionne à 100 % en poisson certifié MSC (Marine Stewardship Council).



PASSER DES PAROLES AUX ACTES



Daniëlle Essink

Pourquoi les questions sociales ont toujours reçu moins d'attention de la part des investisseurs

« Dans le royaume de l'engagement, le volet social (S) est très important pour les investisseurs. Mais on observe que ces derniers ont toujours eu tendance à privilégier les volets environnement (E) et gouvernance (G), probablement parce que les données disponibles sont simplement plus nombreuses. Et les investisseurs adorent les données. C'est une manière facile de comprendre un sujet. Le volet social, lui, concerne parfois beaucoup plus les répercussions sur les personnes, qui peuvent être plus difficiles à évaluer et se produire très loin de nos bureaux, ce qui complique la tâche. Cette difficulté liée aux données diminue, cependant. Je pense que le règlement Disclosure (SFDR) jouera un rôle ici, en obligeant les entreprises et les investisseurs à publier davantage de rapports à ce sujet. Par conséquent, nous nous attendons à voir une amélioration de la transparence sur les sujets sociaux également. »



Robert Dykstra – Le piège ? Considérer qu'augmenter la publication d'informations est l'objectif final de l'engagement

« La divulgation d'informations a toujours été une partie intégrante de l'engagement. Mais l'un des plus grands problèmes que j'ai pu observer est le fait d'agir prématurément en matière de divulgation et de transparence. Car on ne peut pas gérer ce qu'on ne peut pas mesurer. Il en résulte que l'on commence toujours par accroître la publication d'informations et la transparence des entreprises en matière d'opérations ou de performances ESG. Mais le piège est de considérer qu'il s'agit de l'objectif final. La communication d'informations n'est qu'un outil pour obtenir des résultats en matière d'engagement. Il ne faut donc pas s'arrêter là. Et souvent, le risque est que le dialogue entrepris dans le cadre d'un programme d'engagement prenne effectivement fin à ce moment-là, avant d'avoir obtenu des résultats significatifs. »



Comment inciter les entreprises à changer de comportement ? Extraits de notre podcast avec trois spécialistes de l'engagement chez Robeco.



Laura Bosch

Sur le rôle de l'engagement dans la gestion active

« L'engagement nous aide à améliorer le profil risque-rendement des entreprises que nous sélectionnons pour nos portefeuilles. C'est particulièrement important du point de vue de la gestion active, car nous pouvons également utiliser les informations que nous obtenons de nos actions d'engagement pour éclairer nos procédures d'évaluation des investissements. Cela nous aide à allouer nos capitaux aux sociétés qui sont réellement plus durables. Mais c'est aussi un outil que nous pouvons utiliser pour décider si nous voulons rester investis dans une entreprise ou non, en examinant les pratiques de celle-ci et comment elle réagit à l'engagement. »



Daniëlle Essink

Les investisseurs doivent non plus être réactifs mais proactifs dans le domaine social

« Un rapport récemment publié par Share Action montre que la communauté des investisseurs a tendance à être très réactive. Par exemple, si un incident humain lié à un projet minier fait la une des journaux, les investisseurs réagissent. Nous voulons changer cette approche et la rendre plus proactive. Nous discutons avec les entreprises pour qu'elles tiennent compte des droits humains dans leurs opérations, et de préférence avant que les problèmes ne surviennent. Bien que de nombreuses sociétés travaillent déjà sur ces questions et ne les découvrent pas lorsque nous commençons à les aborder, nous leur transmettons les cadres qui nous semblent importants, pour veiller à ce qu'ils soient mis en œuvre. »



Robert Dykstra

Sur le processus de sélection des thèmes d'engagement

« En plus de contacter une grande variété de parties prenantes, notamment les clients, les équipes d'investissement et les experts externes, nous examinons un éventail de sujets susceptibles de devenir des thèmes d'engagement, si le moment est opportun. Par exemple, nous dialoguons sur le réchauffement climatique depuis de nombreuses années à présent, sous diverses formes et dans différents secteurs. Mais la biodiversité est l'un des nouveaux angles d'approche qui apparaissent dans ce domaine. Par conséquent, outre notre programme d'engagement axé sur la biodiversité, nous examinons également le programme d'engagement de Nature Action 100+, dont on pourrait dire qu'il est très semblable à la démarche d'engagement collaboratif de Climate Action 100+. »



Laura Bosch

Considérer l'engagement comme un outil de réduction des risques

« En tant qu'investisseurs, notre objectif est d'utiliser le dialogue pour influencer les entreprises dans lesquelles nous sommes investis, en les encourageant à adopter des pratiques commerciales plus durables. L'idée est de les aider à réduire les risques ou à saisir les opportunités. Lorsqu'elles deviennent plus durables, les entreprises ont des répercussions positives sur la société en général, les populations locales et l'environnement dans lequel elles mènent leurs activités. Chez Robeco, nous investissons dans des sociétés dont les pratiques commerciales et la façon dont elles vendent leurs produits sur le marché ont réellement un impact. »



SALAIRES DÉCENTS DANS L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT

Le paiement de salaires décents peut améliorer la vie des travailleurs tout en ayant un impact positif sur les entreprises.



Un secteur interconnecté

L'industrie mondiale du vêtement est estimée à 2 500 milliards de dollars et emploie plus de 60 millions de travailleurs dans le monde. Sa chaîne d'approvisionnement fragmentée est exposée aux risques liés au travail, étant donné son processus de fabrication à forte intensité de main-d'œuvre et de travail manuel.



Salaires de misère

Les travailleurs du secteur du vêtement sont souvent soumis à des heures supplémentaires excessives, au harcèlement sexuel, à des conditions de travail dangereuses et à des salaires de misère. La promotion d'un salaire décent permettrait d'améliorer les conditions de vie des travailleurs et de leurs familles tout en renforçant la résilience du secteur.



Argument commercial

Le paiement de salaires décents est un indicateur de la manière dont une marque gère sa chaîne d'approvisionnement mondiale et minimise les risques de réputation. Cela se concrétise par la responsabilité que l'entreprise prend à l'égard des employés directs et indirects.

Collaboration

Il s'agissait d'une collaboration avec la plateforme Living Wage Financials (PLWF), représentant 4 800 milliards d'euros d'actifs.

Engagement

Dans la période de 2018 à 2021, Robeco a engagé un dialogue avec 9 entreprises situées en Europe, en Asie et en Amérique du Nord.

Nombre d'activités
108
interactions avec des entreprises



Activité par point de contact
Dirigeants 5 %
Relations investisseurs 37 %
Experts ESG 44 %



Activité par type de contact
E-mail 39 %
Conférence téléphonique 32 %
Lettre ouverte 16 %
Résolution d'actionnaires 2 %

Exemples de succès obtenus

CAS 1 Une entreprise s'est engagée à respecter les pratiques d'achat mondiales de l'initiative ACT, a fixé des objectifs en matière de paiement de salaires décents et a publié les données relatives aux salaires des fournisseurs dans ses principaux pays d'approvisionnement.

CAS 2 Une entreprise a rendu publique sa liste de fournisseurs, qui comprend des évaluations des risques pour identifier les risques sociaux et environnementaux sur les sites d'approvisionnement.

CAS 3 Plusieurs entreprises ont commencé à collecter des données sur les salaires dans l'ensemble de leur chaîne d'approvisionnement et les a comparées aux estimations du salaire vital reconnues au niveau international.

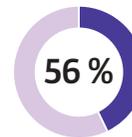


Priorité

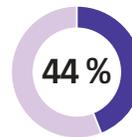
L'engagement était structuré autour de six objectifs clés.



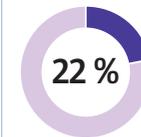
Politique



Transparence



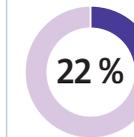
Dialogue avec les parties prenantes



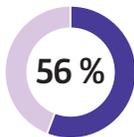
Pratiques d'achat



Mécanismes de remédiation



Suivi des performances



Résultats

Au cours des trois années, nous avons clôturé avec succès 56 % de nos programmes d'engagement.

Société	Résultat global	Politique	Transparence	Dialogue avec les parties prenantes	Pratiques d'achat	Mécanismes de remédiation	Suivi des performances
Adidas	✓	—	✓	✓	✓	✓	✓
Asics Corp.	✗	✗	✗	●	✗	✗	✗
Burberry Group	✓	✓	✗	✗	✗	✓	✓
Gap	✗	✗	✓	●	✓	●	✗
Hanesbrands, Inc.	✓	✗	✓	✗	✓	●	✓
Inditex	✓	✓	✗	✓	✓	●	✗
Nike	✗	✓	●	✗	✗	✗	✓
Philips-Van Heusen Corp.	✓	—	✓	●	✓	✗	✓
The Home Depot	✗	✗	✗	✗	✗	✗	✗

● Évolution positive ● Aucune évolution ● Évolution négative ✓ Conclu avec succès ✗ Conclu sans succès — En place avant l'engagement



LA PROTECTION DE LA PLANÈTE UN ENGAGEMENT PRIORITAIRE EN 2022

Pour ses quatre thèmes d'engagement de 2022, Robeco met l'accent sur la préservation des ressources naturelles et le zéro émission nette.

Un accent particulier est mis sur la protection des ressources finies de notre planète, grâce à la décarbonation et la gestion des ressources, parallèlement à la promotion du développement humain, par une diversité accrue au travail. Cette année, les thèmes dominants sont « Zéro émission nette », « Gestion des ressources naturelles : l'eau et les déchets », « Diversité, égalité et inclusion » et « Nature Action 100 ».

Chaque année, l'équipe Actionnariat actif de Robeco choisit de nouveaux thèmes d'engagement sur lesquels elle mettra l'accent au cours des trois années suivantes. Ces thèmes servent ainsi de fil directeur pour les votes et le dialogue actionnarial dans les entreprises dont Robeco détient des actions ou obligations. Cette approche a déjà largement porté ses fruits, ces dernières années, en termes d'amélioration des indicateurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) sur les problématiques concernées. ↓

1. Zéro émission nette

Le thème « Zéro émission nette » s'inscrit dans la continuité d'un engagement déjà pris par Robeco : atteindre zéro émissions de gaz à effet de serre dans tous ses actifs sous gestion d'ici 2050. Cet engagement entre dans le cadre des efforts entrepris pour respecter l'Accord de Paris, qui vise à limiter le réchauffement planétaire à 2 degrés d'ici 2100. Pour cela, le monde doit atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard.

« La COP26 a une nouvelle fois souligné que les investisseurs devaient encore renforcer l'engagement sur la question du zéro émission nette », affirme Carola van Lamoen, directrice de l'investissement durable chez Robeco. « Ce thème d'engagement, dans le prolongement de celui lancé en 2020, met l'accent sur les sociétés émettant énormément de carbone qui ont fait des progrès, mais sont encore en retard dans leur transition vers le « zéro émission nette ».

Une sélection est donc opérée parmi les entreprises figurant dans la zone orange du système de feux de signalisation – par opposition aux entreprises de la zone rouge, qui risquent de manquer leur transition. Les candidats feront donc l'objet d'un engagement accru sur les questions climatiques, dans le cadre de l'alignement sur l'Accord de Paris, un thème lancé en 2021. »

2. Gestion des ressources naturelles

Dans le cadre de l'engagement relatif à la gestion des ressources naturelles, l'accent sera mis sur les entreprises pour qui l'utilisation de l'eau et son gaspillage représentent une problématique importante. Les investisseurs doivent tenir compte de la quantité d'eau douce nécessaire à la fabrication de certains produits (une eau souvent extraite dans des lieux où elle est déjà rare). Le rejet de produits toxiques pose aussi problème.

« En créant un thème qui associe les problématiques liées à l'eau et aux déchets, tant du point de vue de la consommation que du rejet, nous nous donnons la flexibilité nécessaire pour mener un dialogue

sur d'autres incidents relatifs à l'utilisation des ressources naturelles », explique Peter van der Werf, senior manager spécialiste de l'engagement.

« L'eau et les déchets sont des facteurs cruciaux, qui ont un impact sur les limites planétaires. Les réglementations environnementales se durcissent rapidement, à la fois pour les entreprises et pour les investisseurs. Ce thème d'engagement ciblera donc les entreprises confrontées à des problèmes environnementaux : l'exploitation des fonds marins et terrestres, l'émission de PFA, le manque d'eau et les déchets agrochimiques et plastiques. »

3. Diversité, égalité et inclusion

Le développement humain est également essentiel à la construction d'un monde plus durable et prospère. Il permet notamment de profiter des avantages offerts par une plus grande inclusion. Ce thème puise dans nos travaux précédents visant à promouvoir la diversité au travail, à encourager l'égalité des droits, surtout au niveau de la participation des femmes à des postes de direction, notamment au conseil d'administration – et à veiller à ce que chaque voix puisse être entendue.

« Les entreprises, par leur stratégie de capital humain, ont un rôle crucial à jouer pour faire émerger un monde du travail diversifié, équitable et inclusif », affirme Laura Bosch, spécialiste de l'engagement. « De plus en plus d'éléments montrent que la prise en compte d'une diversité de points de vue, de contextes et d'expériences contribue à générer des rendements durables sur le long terme, et aide à rester aligné sur la direction prise par le secteur dans son ensemble.

Notre engagement visera à améliorer l'intégration de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI) dans les stratégies de capital humain des entreprises et à fixer des objectifs clairs afin de renforcer les pratiques DEI et leurs retombées. Nous demanderons aussi aux entreprises de mesurer et de communiquer les données et conclusions significatives relatives à la composition de leurs

effectifs, la promotion, le recrutement, le taux de rétention du personnel et les pratiques en matière d'équité des salaires. »

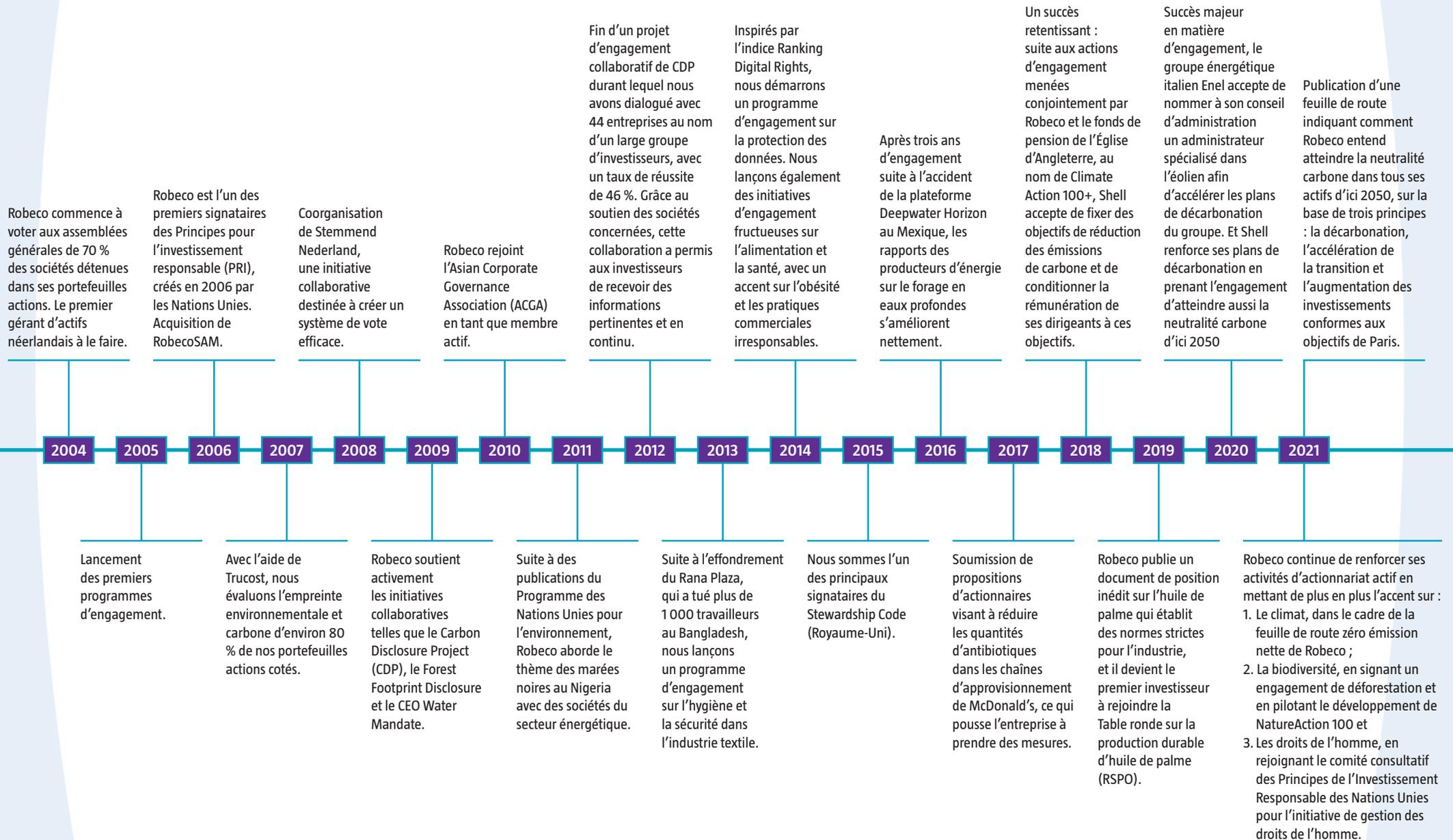
4. Nature Action 100

Le dernier thème prend la forme d'une nouvelle collaboration visant à protéger l'environnement naturel et les millions d'espèces animales, végétales et marines qui le peuplent, souvent menacées par le développement humain. Il est étayé par nos travaux précédents sur la biodiversité et s'inspire du partenariat Climate Action 100+, établi avec d'autres investisseurs. Robeco fait partie des pionniers en matière de développement de ce nouvel engagement collaboratif.

« Le rapport de la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (l'IPBES) a montré qu'environ 25 % de toutes les espèces peuplant la Terre sont à risque d'extinction d'ici 2050, ce qui représente environ un million d'espèces végétales et animales », déclare Peter van der Werf. « D'ici la fin du siècle, 50 % des espèces au moins seront menacées.

Notre engagement entre dans le cadre d'un programme de dialogue actionnarial coopératif mené à l'échelle mondiale, qui tirera les enseignements de l'initiative Climate Action 100+. Il ciblera les biomes terrestres, marins et dulcicoles. Nous étudierons les dépendances et l'impact potentiel sur la biodiversité, et notamment le déboisement, la surexploitation maritime et la pollution. » ●

18 ANNÉES DE RÉUSSITE GRÂCE À L'ACTIONNARIAT ACTIF



INFORMATION IMPORTANTE

Cette publication est destinée aux investisseurs professionnels. Robeco Institutional Asset Management BV (n° de registre 24123167) est une société de gestion de droit néerlandais agréée par l'AFM et autorisée à la libre prestation de service en France. Robeco France est une filiale de Robeco dont l'activité est basée sur la promotion et la distribution des fonds du groupe aux investisseurs professionnels en France.

Sans explications complémentaires, le présent document ne peut être considéré comme complet. Celui-ci a pour but de fournir à l'investisseur professionnel des informations générales sur les capacités spécifiques de Robeco, mais ne constitue en aucun cas un conseil ou une recommandation d'achat ou de vente de certains titres ou produits d'investissement. Tout investissement est soumis à un risque et notamment de perte en capital. Les performances passées ne préjugent pas des performances futures et ne sont pas constantes dans le temps. Pour plus d'information et avant toute décision d'investissement, il convient de se référer aux documents d'informations clés pour l'investisseur et prospectus des fonds, disponibles sur le site web de Robeco : <https://www.robeco.com/fr>.

Tous les droits relatifs aux informations contenues dans la présente publication sont et resteront la propriété de Robeco. Aucune partie de cette présentation ne peut être reproduite, stockée dans une base de données automatisée ou publiée sous quelque forme que ce soit ou de quelque manière que ce soit (électronique, mécanique, photocopie, enregistrement ou autre) sans la permission préalable et écrite de Robeco. Les informations contenues dans la présente publication ne sont pas destinées aux utilisateurs d'autres pays, tels que les citoyens et résidents des États-Unis, dans lesquels l'offre de services financiers étrangers n'est pas autorisée ou dans lesquels les services de Robeco ne sont pas disponibles.

© Robeco – Avril 2022

Contact

Robeco France

36 rue Marbeuf
75008 Paris

T +33 1 5535 4700

I www.robeco.fr

ROBECO
The Investment Engineers